

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 281
6 février 1989

COREE DU SUD
Le nouveau
mouvement
syndical

NICARAGUA
Ecologie et
développement

SALVADOR
Les communautés
chrétiennes de base



PALESTINE
Quel soutien
à l'OLP?

MEXIQUE
Libérez José Ramon !
15 FF - 4 FS - 85 FB

L'EUROPE DES RACISTES



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée
sous la responsabilité du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par Presse-Édition-Communication (PEC) .
Administration : 2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission
paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516.
Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 281 Du 6 février 1989

- 3 **EUROPE**
L'Europe des racistes
Laurent **CARASSO**
- 5 **SUEDE**
Une petite ville bien tranquille
Marianne **HJORT**
- 7 **COREE DU SUD**
Les dessous du "miracle"
Hermann **DIRKES**
- 8 **Le nouveau mouvement syndical**
Hermann **DIRKES**
- 12 **ÉCOLOGIE/NICARAGUA**
Intégrer l'écologie au développement
Interview de *María Luisa* **ROBERTO**
- 14 **THEOLOGIE DE LA LIBERATION**
Les communautés chrétiennes de base
Interview de *Enrique* **RAMIREZ**
- 17 **Le point de vue des militaires**
DOCUMENT
- 19 **PALESTINE**
Où va l'OLP ? (II)
L'Etat, l'OLP et les révolutionnaires
Salah **JABER**

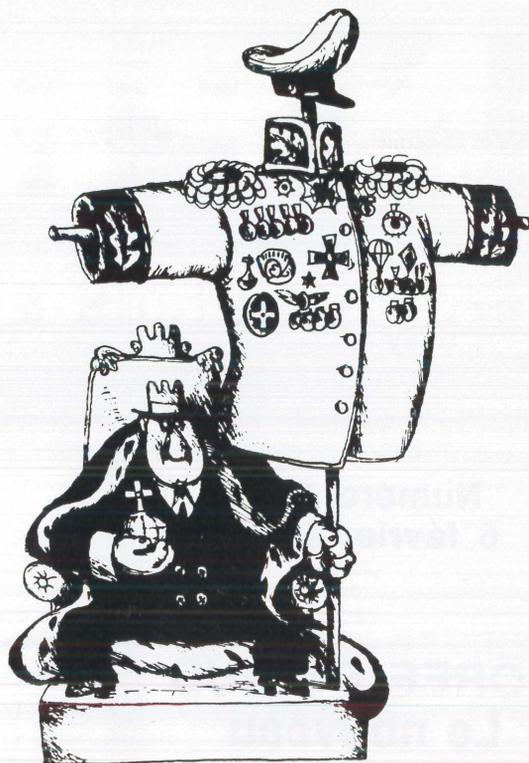
**EN
BREF...**



- 26 **FRANCE** : Le IXe congrès de la LCR ;
LIVRES : Un texte inédit de Trotsky ;
LES NOTRES : Roger Foirier ;
VIETNAM : Réhabilitez Ta Tu Thau !
- 28 **MEXIQUE**
Toujours sans nouvelles
de José Ramon
DOCUMENT

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.

Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat
unifié de la IVe Internationale.



ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom

Numéro et Rue

Commune

Code postal Pays

Abonnement Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC",
à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris,
93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois, 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire
- 14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS -
Tél : 45.32.06.23

L'Europe des racistes

DEPUIS QUELQUES ANNES, les agressions contre les travailleurs immigrés et les réfugiés se multiplient partout en Europe et les groupes fascistes deviennent de plus en plus actifs.

Des formations politiques racistes comme le Front national en France, le Vlaams Blok en Belgique, le Parti du progrès au Danemark, ou des listes locales en Suisse ou en Suède, qui réclament le "départ des immigrés", obtiennent d'importants succès électoraux. Il faut encore y ajouter les 7,5% obtenus par les Républicains (néo-nazis) aux élections pour la Chambre des députés de Berlin-Ouest, le 29 janvier dernier.

Avec le renforcement de l'extrême droite et les mesures de plus en plus restrictives, prises par les gouvernements européens à l'encontre des travailleurs immigrés, l'Europe de 1992 risque fort de devenir aussi l'Europe du racisme.

A partir de ce numéro d'*Inprecor*, nous commençons à publier une série d'articles traitant de la question du racisme et de l'extrême droite dans différents pays européens.

Laurent CARASSO

EN EUROPE de l'Ouest, la période d'essor du capitalisme, 1945-1970, fut marquée par un important mouvement de déplacement de travailleurs qui venaient des zones agricoles des pays européens les plus développés, comme la France ou l'Italie ; ou de pays européens plus pauvres, comme l'Espagne, le Portugal, l'Irlande, la Norvège ou la Finlande ; ou encore des régions extérieures à l'Europe, entre autres des empires coloniaux.

Les 15 millions d'étrangers présents aujourd'hui en Europe occidentale sont le fruit de ce mouvement, tout comme d'ailleurs les 10 millions d'Allemands de l'Est installés en République fédérale allemande (RFA), dans les années 50.

La croissance capitaliste dans cette région du monde ne peut être séparée de cette concentration de main-d'œuvre par le capitalisme.

Contrairement aux poncifs habituels du patronat ou de la social-démocratie, l'émigration n'a jamais été déterminée par les besoins des travailleurs des régions sous-développées, mais bien par les besoins de valorisation du capital dans les pays d'immigration. Ainsi, depuis l'orée du capitalisme, les flux de migrations ont toujours suivi les flux de concentration du capital.

Les capitalistes reconnaissent d'ailleurs sans peine cette détermination et le rôle essentiel joué par l'immigration dans

le développement industriel d'après-guerre. Ainsi, en France, Joseph Fontanet, Ministre du Plan expliquait, en 1972 : *"Les travailleurs étrangers jouent un rôle important dans le fonctionnement et le développement de l'industrie française... et ce n'est pas sans raison que le VIe Plan a prévu que d'ici à 1975, un emploi nouveau sur deux soit tenu par des immigrés."*

La politique du patronat

Le corollaire de cet afflux de main-d'œuvre extérieure a été, en période d'expansion, de freiner la croissance des salaires, ce que reconnaît aussi parfois le patronat : *"Bien qu'une opposition à l'arrivée continue de travailleurs immigrés puisse être constatée ici ou là, il est nécessaire de réaliser que, si nous étions confrontés à un marché du travail coupé des autres pays, la pression salariale en RFA aurait été plus forte. Ceci aurait été provoqué par la concurrence entre entrepreneurs pour s'approprier le potentiel indigène de force de travail. Cette croissance sur les coûts aurait infailliblement affecté la compétitivité des entreprises d'Allemagne de l'Ouest, aussi bien au niveau du marché de l'exportation que du marché intérieur"* (Deutsche Institut für Wirtschaftsforschung).

Cette pression sur les salaires se fait notamment par le maintien de bas salaires dans les secteurs non-qualifiés où sont présents les travailleurs immigrés. Dans une

phase de croissance de la production où l'ensemble des salaires a tendance à augmenter, l'arrivée de travailleurs étrangers tend à jouer le rôle de main-d'œuvre de substitution dans les emplois non-qualifiés, à y maintenir des bas-salaires et, en permettant l'accès des travailleurs indigènes à des postes qualifiés, évitent un écart trop grand entre l'offre et la demande d'emploi, ce qui, là encore, évite une plus grande progression des salaires. Malgré tout, ce sont essentiellement les immigrés qui font les frais de cette pression globale sur les salaires.

De plus, le patronat et l'Etat bénéficient dans tous les cas d'une substantielle économie sur les primes d'ancienneté qui affectent moins le salaire d'une main-d'œuvre tournante ; sur les retraites et les indemnités sociales ; sur la formation enfin qui, comme les soins pour les retraités, reste à la charge du pays d'origine en ce qui concerne le travailleur.

Les *gastarbeiter*

C'est l'ensemble de ces intérêts qui a incité notamment la RFA, l'Autriche et la Suisse, après la Deuxième Guerre mondiale, à favoriser la rotation des *gastarbeiter* ("travailleurs invités"), à limiter au maximum l'immigration familiale, faisant ainsi l'économie de la formation et des prestations sociales de la famille du travailleur. Ainsi en 1986, en Autriche, 66% des étrangers ont encore des permis de courte durée, révocables et ne bénéficient d'allocations de chômage que durant six mois au plus.

Sur l'économie concernant la formation, Y. Chaigneau avait fait le calcul en 1966 : *"En admettant que les dépenses faites par la société algérienne pour conduire un jeune Algérien de sa naissance à l'entrée au travail, s'élèvent à 5 000 francs, l'emploi de 200 000 Algériens adultes élevés en Algérie représente donc un gain de 1 milliard de francs."* (cité par Granotier, *Les travailleurs immigrés en France*). Avec vingt ans d'inflation on peut facilement multiplier le résultat par dix.

Aussi faut-il tordre le cou à l'idée tenace selon laquelle l'émigration serait une chance pour le développement économique des pays sous-développés, en les débarrassant d'un surplus de main-d'œuvre, en fournissant une qualification aux immigrés, en permettant un apport de devises que les immigrés renverraient à leurs familles.

Au contraire, résultat de l'exploitation impérialiste des pays sous-développés l'émigration ne fait qu'accroître au maximum ces déséquilibres, drainant à l'extérieur les classes d'âge formées et actives, accroissant le poids relatif des enfants et des vieillards.

Une étude des secteurs d'emploi des immigrés, de manière générale en Europe, confirme cette situation. En France chaque première génération d'immigrants a été composée essentiellement d'ouvriers. Selon Maryse Tripier (*Société française* numéro 27), sur 100 étrangers actifs, il y avait 50% d'ouvriers en 1954 (sans les Algériens), 70% en 1968, et 72,9% en

1975. En RFA, où les étrangers occupaient, en 1975, 9,5% de la population active, ils représentaient près du tiers des salariés de l'automobile, du plastique, du bois et papier, dans le Bade-Wurtemberg, ainsi que la moitié des salariés du cuir et chaussures et 40% de ceux du secteur du bâtiment et des travaux publics. Dans le même pays, il faut ajouter à ces chiffres les 3 à 400 000 travailleurs "sans-papiers" concentrés dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics, l'hôtellerie, la confection (*Problèmes politiques et sociaux*, numéro 530 du 24 février 1988, article de Verhaeren). La même année, en Suisse, les travailleurs étrangers représentaient un tiers des emplois industriels et notamment 50% dans le textile, 61% dans la confection et la chaussure.

En dix ans, de 1975 à 1985, malgré l'arrêt officiel de l'immigration dans les pays d'Europe capitaliste, ces équilibres n'ont guère varié et le nombre de travailleurs actifs de nationalité étrangère est passé de 5,3 millions à 5 millions (dans les huit principaux pays en dehors du Royaume Uni).

L'évolution économique depuis 1945 permet de comprendre la place donnée par les capitalistes à l'immigration dans le cadre du "boom économique". La politique d'immigration menée par la plupart des pays européens présente donc de nombreux points communs, y compris dans l'évolution qu'elle a connue depuis le milieu des années 70.

Les points communs

De la fin des années 50, au milieu des années 70, une politique active d'immigration a été menée dans des secteurs particuliers, en maintenant au maximum le cloisonnement des travailleurs, la spécificité de leurs titres de séjour et leur rotation (dans le cas de la RFA et de la Suisse).

Du milieu des années 70 au milieu des années 80, l'immigration fut bloquée en Europe du Nord, avec une nette tendance à la stabilisation des immigrés et au regroupement familial.

Dans les années 80, en revanche, le phénomène essentiel fut le développement de la jeunesse issue de l'immigration. Les jeunes étrangers de moins de 25 ans représentent environ 42% de la population étrangère dans l'ensemble des neuf pays d'Europe du Nord, sauf la Grande-Bretagne.

Ceci conduit à une politique en trois volets : maintenir au maximum les populations immigrées dans une situation de précarité qui permet de faire pression sur eux afin de maintenir des conditions d'exploitation supérieure, ceci allant de pair avec une politique de fermeture des frontières ; le développement d'un volant important de main-d'œuvre immigrée en Europe du Sud ; et enfin, une politique progressive d'intégration de la jeunesse, notamment par les naturalisations. Ceci a été particulièrement accentué en RFA, à cause du déficit démographique chronique dans lequel est entré ce pays.



Les aspects spécifiques

Au delà de ces points communs, on doit aussi souligner des différences réelles, dues pour la plupart au rapport différent que chacun de ces pays entretient avec les pays d'émigration, ainsi qu'à l'importance du développement industriel.

— La France, depuis la fin du XIXe siècle, jusqu'au milieu des années 70, a conçu l'immigration comme destinée à combler des déficits démographiques, et a par conséquent favorisé l'installation et l'assimilation des immigrés. Par ailleurs, elle a encouragé l'immigration temporaire de travailleurs africains de l'ancien empire colonial.

— La RFA et la Suisse ont, quant à eux, développé le flux contrôlé de travailleurs temporaires, la Suisse poussant au maximum la réglementation et le contrôle, alors que près d'un travailleur sur quatre, dans ce pays, est étranger. Mais les travailleurs immigrés et leurs familles ont désormais tendance à s'installer durablement dans ces deux pays.

— La Grande-Bretagne confrontée, jusqu'au milieu des années 70, à l'émigration de ses propres ressortissants, a bénéficié en retour d'un flux régulier de travailleurs du Commonwealth qui bénéficient du statut de citoyen britannique. L'arrêt de l'émigration et la crise ont amené le patronat anglais, comme dans le reste de l'Europe, à limiter le droit d'accès des citoyens du Commonwealth.

Dans tous les cas, le début de la crise économique a amené les Etats à développer au maximum les explications xénophobes et racistes, en faisant apparaître les immigrés comme un poids, et leur retour comme une solution face au chômage. Les quinze dernières années ont donc vu se développer des courants racistes et xénophobes au sein des partis bourgeois européens, avec leur prolongement de petits groupes militants et même d'organisations nationalistes et fascistes. Si la logique du programme de ces formations (le départ des immigrés) est toujours une aberration du point de vue des

capitalistes, ils représentent néanmoins une force de pression réelle contre l'immigration, une force visant à paralyser et dévier l'action ouvrière et une menace bien réelle pour la sécurité des communautés de travailleurs immigrés.

Tous les pays d'Europe ont connu et connaissent des vagues de crimes et d'agressions racistes, justifiées de fait par les gouvernements par les "tensions normales" engendrées par la crise.

Ces orientations racistes ont été multipliées au milieu des années 80, à la faveur de la guerre du Moyen-Orient et du développement des actions dites terroristes en Europe. Ainsi, c'est sous des prétextes de "sécurité" que les visas pour accéder en France ont été rétablis et que les contrôles ont été lourdement accrus à toutes les frontières.

Dès le milieu des années 80, les attaques contre l'immigration ont eu pour objectif de rendre la situation des immigrés précaire et de déstabiliser les communautés. Face à cette offensive, menée conjointement par les Etats qui adoptaient de nouvelles lois répressives et par l'action de militants d'extrême droite, l'immigration s'est retrouvée en position de faiblesse.

Au sein de la communauté immigrée, tout d'abord. De nombreuses organisations des pays d'origine sont présentes dans l'immigration, notamment l'émigration turque, maghrébine et d'Europe du Sud. De tout temps, les communautés immigrées ont été un lieu d'intervention pour les groupes d'opposition, les organisations du mouvement ouvrier et les groupes révolutionnaires.

Les organisations immigrées

Aujourd'hui la communauté la plus structurée politiquement est sans conteste la communauté turque, beaucoup de groupes d'extrême-gauche développant notamment leur activité en RFA et dans le reste de l'Europe. De même les organisations de travailleurs marocains se structurent activement en France, en Belgique et aux Pays-Bas.

Mais cette situation a été fluctuante, liée en partie à l'évolution des équilibres politiques dans le pays d'origine. Ainsi le Parti communiste espagnol (PCE) s'est largement affaibli dans l'émigration, avant même son déclin dans l'Etat espagnol, à la suite de la chute de Franco et le retour au pays de nombreux cadres exilés. Les organisations d'extrême-gauche turques et kurdes se sont en grande partie effondrées dans l'immigration, après le coup d'Etat militaire de 1980 en Turquie.

Par ailleurs, l'installation durable des immigrés dans les pays européens a tendu à distendre les liens avec le pays d'origine et donc l'impact d'organisations construites à partir de ces pays. Le fait notable est le peu d'impact de ces associations sur la "seconde génération", celle des enfants d'immigrés, qui n'ont quasiment plus aucun lien avec le pays de leurs parents et qui préfèrent les organisations de quartiers.

La crise générale des organisations du mouvement ouvrier s'exprime de façon accentuée dans la carence criante du mouvement syndical et politique face aux attaques répétées envers l'immigration. Les pressions xénophobes ont eu leur conséquences dans les grandes organisations syndicales européennes, incapables de maintenir les positions de classe, cautionnant toutes les fermetures de frontières et les logiques de "retour" des travailleurs étrangers. Se mettant sur ce terrain, le mouvement ouvrier européen a accepté la logique capitaliste sur l'immigration et a laissé se développer les réactions racistes au sein même des classes ouvrières, facilitant l'offensive patronale. Ceci a été très net lors des licenciements massifs d'ouvriers immigrés dans l'industrie, ou dans les mines.

Cette absence de solidarité de classe et cette carence dans l'encadrement des travailleurs immigrés par les organisations ouvrières indigènes, ont également encouragé des réactions de repli sur soi dans les communautés immigrées, autour des "valeurs traditionnelles". C'est en partie par ce mécanisme que l'on peut expliquer l'impact de groupes fascistes ou intégristes qui se sont construits, notamment dans la communauté turque ou maghrébine.

L'Acte unique européen

La politique économique libérale préside à toute la logique de l'Europe de 1992 qui est de supprimer les entraves à la circulation rapide du capital et des marchandises et d'accroître les échanges. Ceci suppose de faciliter, dans une certaine mesure, la circulation de la main-d'œuvre. Dans une période de chômage massif et de remise en cause générale des acquis antérieurs obtenus à l'échelon national, cela peut permettre d'accroître le taux d'exploitation. Dans ce cadre, est prévue la libre circulation des travailleurs ressortissants de la Communauté économique européenne, CEE (pour le Portugal et la Grèce uniquement en 1993). Ces dispositions devraient aller de pair avec l'obtention des droits politiques partiels pour les immigrés de la CEE, au sein des Etats membres.

Par contre, les capitalistes européens ne comptent pas perdre les avantages que leur procure l'immigration en matière de flexibilité de la main-d'œuvre et de sa surexploitation. Ils ne prévoient donc nullement d'étendre les "avantages" consentis, aux travailleurs extérieurs à la CEE. Au contraire tout indique que les dispositions qui sont en train d'être prises visent à maintenir, pays par pays, le strict contrôle de l'immigration, et de manière générale à limiter tout accès non maîtrisés de travailleurs à l'intérieur de la CEE. A cela plusieurs preuves.

En 1985, une commission de la CEE chargée des aspects sociaux de l'intégration européenne en 1993, avait adopté, une résolution visant à harmoniser les accords avec les pays tiers en matière de politique migratoire (85/381/CEE). Cette décision a été cassée, en 1987, par la Cour de justice européenne. Ceci montre la volonté de

maintenir le contrôle des flux, Etat par Etat (numéro spécial d'*Europe sociale*, "La dimension sociale du Marché intérieur").

L'accord entre la CEE et la Turquie, qui prévoyait la libre circulation des travailleurs de ce pays en Europe, à partir de décembre 1987, n'a tout simplement pas été appliqué. Au contraire, les conditions d'octroi de visas, même touristiques, aux ressortissants turcs, ont été rendues encore plus sévères, dans la plupart des pays de la CEE.

De même, les dernières années ont vu se développer les échanges et concertations entre les ministères de l'Intérieur des pays communautaires pour empêcher l'accès à la CEE à partir des pays européens limitrophes (Autriche, Turquie, Suède) et pour développer les liens avec les services policiers des pays d'émigration, notamment entre la RFA et la Turquie.

L'immigration clandestine

Parallèlement, la tendance observée depuis plusieurs années en Europe du Sud (Grèce, Italie, Espagne, Portugal) est au développement important d'une immigration clandestine, le même phénomène existant dans l'Europe du Nord, quoiqu'à moindre échelle. Ce phénomène est dû en bonne partie au maintien d'une émigration de travailleurs de l'Europe du Sud vers l'Europe du Nord.

Cela correspond aussi au développement, par le capitalisme européen, d'une nouvelle "économie immergée" qui ne concerne pas que les secteurs habituels des services, petits commerces, restauration et emplois domestiques. Ainsi en Catalogne et à Valence où sont concentrés 80% de l'industrie textile de l'Etat espagnol, 20 à 25% de celle-ci se réalise de la part de "immigrés"; il en est de même pour la chaussure, dans la région d'Alicante, où 21 à 36% de la production passe par ce secteur. En Italie, dans les Marches, ce secteur immergé touche un secteur de pointe comme l'électronique (Gildas Simon, "La nouvelle donne migratoire en Europe du Sud",

dans le volume 2-1 de la *Revue européenne des migrations internationales*).

Le développement d'un tel secteur industriel immergé, à partir de 1992, au sein même de la CEE, est donc très avantageux pour le capitalisme européen qui peut ainsi trouver un secteur de production à bas prix, notamment dans des branches soumises à des variations rapides de volume de production.

La description de cette situation montre bien les tâches qui sont celles des travailleurs d'Europe, immigrés ou autochtones, face à cette nouvelle situation dans laquelle le patronat compte bien développer la ségrégation au maximum. Le nouveau piège de la CEE risque d'être l'alignement à la baisse des droits sociaux et politiques des ressortissants de la CEE, dans le cadre d'une déréglementation accrue, et le maintien d'une situation de précarité maximale pour les travailleurs extérieurs à la CEE, poussés aux marges de la légalité et vivant dans l'insécurité permanente.

Le mouvement ouvrier doit refuser le piège de la collaboration avec sa propre bourgeoisie au nom de la préférence européenne et doit développer, bien plus réellement que par le passé, le combat pour l'égalité complète des droits sociaux et politiques des travailleurs immigrés, la suppression des entraves à l'accès des travailleurs étrangers à la CEE et à leur liberté de circulation au sein de la CEE, l'obtention des droits civiques, notamment le droit de vote et d'éligibilité des immigrés à toutes les élections.

La solidarité de classe doit se développer, sinon la conjonction de la crise et de l'intégration européenne accentueront notablement les conditions d'exploitation de la classe ouvrière européenne dans son ensemble. C'est également le seul moyen de contrer le développement des groupes racistes et fascistes, qui profitent de cette conjoncture pour se renforcer et tenter de construire des mouvements de masse, et qui ont déjà obtenu quelques succès inquiétants dans cette voie. ■

2 février 1989



Le Premier ministre turc, Özal : "Qui a dit que les travailleurs turcs n'avaient pas la libre circulation dans la CEE ?"

Une petite ville bien tranquille



SJÖBO, une petite ville de 15 000 habitants, au sud de la Suède, est devenue célèbre dans le monde entier grâce au référendum qui a été organisé parallèlement aux élections législatives, en septembre 1988, pour décider si elle continuerait ou non à accepter des réfugiés politiques sur son territoire.

Marianne HJORT

LA PRESSE MONDIALE s'est empressée d'écrire en long et en large sur le "syndrome de Sjöbo". Anonyme la veille encore, Sjöbo, dirigée par le parti de droite des Modérés et le Parti paysan du centre, est devenue un lieu de pèlerinage pour le monde politique suédois dans son ensemble, ainsi que pour les anti-racistes et les organisations immigrées. Les petites organisations néonazies, quant à elles, ont tenté de récolter des voix, pêchant dans les eaux troubles de la xénophobie ambiante.

Le référendum

La majorité écrasante des votants (67,5%) se sont prononcés contre l'accueil de réfugiés sur le territoire de la commune. Beaucoup de gens sont encore sous le choc d'un tel résultat et se demandent si le racisme a réussi à s'enraciner dans de larges couches de la société suédoise.

A l'origine du référendum se trouvent les accords que le Bureau de l'immigration du gouvernement passe, chaque année, avec les près de 300 municipalités du pays qui s'engagent ainsi à accepter un certain nombre de réfugiés sur leur territoire, en échange de subsides de l'Etat. Si les municipalités refusent, les réfugiés peuvent toujours aller vivre où ils veulent, même si, avec la nouvelle loi, ils peuvent être alors privés de tout subside. Le Bureau de l'immigration avait demandé au conseil municipal de Sjöbo d'accepter seulement 15 nouveaux réfugiés ! Mais cela a été refusé et ce choix a obtenu un large soutien lors du référendum.

Un peu avant le déroulement du référendum, le Parti du centre, à Sjöbo, a publié et diffusé une brochure contre les réfugiés, rédigée par deux des principaux dirigeants

du mouvement fasciste, Nysvenska Rörelsen (NR - Nouveau mouvement suédois). Au même moment, l'on apprenait que certains des dirigeants du Parti du centre avaient été membres, dans leur jeunesse, du Sveriges Nationella Förbund (SNF - Ligue nationale de Suède) qui avait fait beaucoup parler d'elle dans la région, dans les années 30 et 40. Les membres de la SNF défilaient en uniforme dans des manifestations qui se produisaient en ville et avaient recruté un grand nombre de membres de l'ancien Parti paysan. Deux autres groupes fascistes étaient également présents à l'époque dans la "mère-patrie suédoise", le NR dont les racines remontent aux années 20, et le Parti de l'Etat scandinave (NRP, Nordiska Riksparti).

Ces trois vieilles organisations fascistes et nazies ont réussi à survivre, mais n'ont jamais pu constituer une force réelle, bien qu'elles aient réussi, pendant toute une période, à publier un certain nombre de périodiques. Le nombre total de membres de ces petites sectes ne dépasse pas la centaine. D'ailleurs chacune empie sur l'autre. Près de 500 petites organisations fascistes et nazies ont fleuri en Suède depuis les années 20, aucune ne dépassant réellement la poignée de membres.

Cependant, le fait que les organisations nazies aient été relativement faibles sur le plan organisationnel ne veut pas dire que leurs idées n'ont pas eu une influence considérable, jusque dans les hautes sphères de la société. Durant la Deuxième Guerre mondiale, le philo-germanisme était fort prisé parmi les officiers de l'armée, dans la police et les milieux d'affaires. Les étudiants ont manifesté contre les réfugiés juifs qui arrivaient en Suède pour "voler nos emplois". Les autorités suédoises exigeaient que les passeports des réfugiés mentionnent que leurs détenteurs étaient bien juifs. Des pièces de théâtre critiquant Hitler avaient été interdites. La démonstration la plus claire de l'attitude réelle de l'administration suédoise a été faite avec l'autorisation donnée aux troupes allemandes, de traverser la Suède pour aller envahir la Norvège.

Le NRP a attiré l'attention, ces dernières années, par une série d'attentats qu'il a commis contre les immigrés et les communistes. Tous ses cadres ont déjà fait de la prison, à plusieurs reprises, pour des délits allant de l'agression simple à l'incendie criminel, en passant par la détention illégale d'armes à feu.

Son bastion, ces dernières années, a été la région de Växjö dans le centre de la Suède méridionale. Les militants de ce parti n'ont cessé de harasser les immigrés et la population locale a fini par en avoir assez. Lors d'un rassemblement qu'ils avaient organisé, les partisans du NRP ont été chassés par une foule de gens en colère. Une des meilleures photos de l'année 1985, montre une vieille dame très digne, d'origine juive, qui pourchasse, à coup d'ombrelle, un jeune *skinhead* terrifié.

Stoppa Rasismen

Ce n'est pas seulement à Växjö que les gens ont réagi. Un mouvement anti-raciste a commencé à s'organiser en Suède à partir de 1982. Des manifestations racistes dans une banlieue de Stockholm ont poussé à la création d'un Groupe de travail contre le racisme. En 1988, des travailleurs finlandais ont été licenciés de la Compagnie des ferries finlandais, qui appartient aux Suédois. Une forte protestation des syndicalistes, des associations d'immigrés et des organisations de solidarité ont obligé les patrons à réintégrer les travailleurs finnois licenciés et à leur payer près d'un million de couronnes suédoises (150 000 dollars) de dédommagements.

Ce premier groupe de travail donna naissance à la Riksförbundet Stoppa Rasismen (la Ligue nationale pour stopper le racisme). Au bout de trois ans à peine, cette organisation avait déjà plusieurs milliers d'adhérents dans différentes villes et avait organisé plusieurs groupes indépendants à travers tout le pays. Stoppa Rasismen a déjà été à l'initiative de grandes manifestations et d'interventions directes, comme celle de Stockholm contre la brutalité policière raciste. Une collaboration internationale sérieuse a été organisée avec les mouvements anti-racistes au Danemark, en Grande-Bretagne et en France, en relation avec le succès de Le Pen aux élections présidentielles.

L'année dernière, Stoppa Rasismen a organisé une grande action de protestation dans le métro de Stockholm, contre le Sverigeparti (Parti de la Suède) qui, depuis un certain temps déjà, y vendait des publications néonazies et distribuait des brochures avec sa bande de *skinheads*, sans être inquiété le moins du monde.

Le Sverigeparti a été créé par une fusion entre le parti local plutôt raciste de Stockholm, le Framstegsparti (Parti du progrès)

et un groupe néo-nazi encore plus dur, Bevara Sverige Svenskt (Gardez la Suède pour les Suédois). Ce dernier s'inspire largement du National Front anglais. D'après les informations du journal anti-fasciste britannique, *Searchlight*, les membres suédois du Sverigeparti sont allés en Irlande pour un entraînement militaire. Certains membres du National Front se sont installés assez ouvertement dans la région de Stockholm, pour entraîner les *skinheads* suédois.

L'action du métro

Au printemps 1988, Stoppa Rasismen a poursuivi sa campagne dans le métro, durant un mois et 80 militants anti-racistes ont manifesté contre les membres du Sverigeparti. La réaction du public a été très favorable et les travailleurs des transports de Stockholm se sont joints aux manifestants, en proclamant : "pas de nazis sur notre lieu de travail !" Ces actions ont abouti à une grande manifestation à Sergelstrog, la principale place de Stockholm, avec le soutien de plusieurs syndicats et de diverses associations.

Ces actions dans le métro ont contribué à accélérer les divisions internes latentes de ce parti, qui s'est assez rapidement scindé en deux. La section la plus dure a pris le nom de Sverigedemokraterna (les Démocrates de Suède) et a présenté des candidats aux élections municipales dans plusieurs villes, ainsi qu'aux élections législatives, mais sans réussir à prendre pied ; il a plutôt subi une sérieuse échec que sa direction a, elle-même, reconnu. Ces partisans du National Front ont même échoué dans leur tentative d'exploiter le référendum de Sjöbo.

Une analyse du résultat électoral de ces groupes d'extrême droite montre qu'ils sont en net recul dans l'ensemble du pays. De la même façon, les autres partis que l'on peut qualifier d'anti-immigrés ont également subi des pertes. Le référendum de Sjöbo a été la grande exception à cette règle. Mais le danger persiste car dans toute une série de municipalités, un bon nombre de politiciens anti-immigrés peuvent tenter de gagner de semblables référendums contre les réfugiés, d'autant plus que l'extrême droite n'a pas abandonné la partie.

En même temps, la politique suédoise officielle de l'immigration prend un cours de plus en plus restrictif. Une nouvelle loi à l'étude, pourrait, si elle était adoptée, placer davantage de réfugiés dans une situation précaire.

Ces développements pourraient aussi avoir des répercussions internationales. La semaine qui a suivi le référendum, les dirigeants des partis d'extrême droite de Norvège et du Danemark ont annoncé qu'ils étaient favorables à l'organisation de semblables référendums dans leur pays. Cela souligne combien il est important que le mouvement anti-raciste développe ses propres contacts internationaux et profite des expériences de lutte des autres pays. ■

décembre 1988.

COREE DU SUD

Les dessous du "miracle"

LES JEUX OLYMPIQUES de Séoul, en 1988, ont permis à la dictature militaire des généraux, savamment drapée de déguisements civils, de faire une démonstration politique à grands coups de dépenses somptuaires pour tenter de présenter à l'opinion publique mondiale, une image du pays qui est en totale contradiction avec la réalité. En fait, les prouesses économiques de la Corée du Sud cachent d'autres types de records que ceux qui ont été établis lors des Jeux.

La journée de travail y est parmi les plus longues du monde, la norme étant de 11 heures par jour et de 54 heures par semaine. Le salaire mensuel n'atteint, en moyenne, que 334 dollars dans l'industrie, mais un salaire de 200 dollars est souvent la règle. D'après les statistiques du gouvernement lui-même, il ne permet de couvrir d'ailleurs que 60% des besoins des salariés. Le taux d'accidents du travail est le plus élevé du monde. Rien qu'en 1987, par exemple, 142 500 travailleurs ont eu un accident au travail, 1 771 en sont morts et 22 500 ont été mutilés à vie. Le système de sécurité sociale n'existe qu'à l'état rudimentaire.

Hermann DIRKES

L NE PEUT être question de "paix et de démocratisation" dans ce pays, tant qu'il sera totalement dominé par une machine militaire de 620 000 soldats, un gouvernement de généraux en civil, un large réseau de services secrets, une police préparée à la guerre civile. Il ne faut pas oublier non plus les 42 000 soldats américains en stationnement permanent dans le pays, ni les nombreuses restrictions en fait, ou en droit, des libertés démocratiques et des droits civiques.

Au nom de l'anti-communisme et de la défense de la sécurité nationale, le régime sud-coréen essaye, depuis toujours, de dénoncer tout mouvement d'opposition comme étant une subversion d'origine nord-coréenne qu'il s'emploie à réprimer.

Mais le vent a tourné. La majorité des 40 millions de Coréens ne veulent plus accepter ces conditions humiliantes, au nom de la priorité absolue à l'exportation et du "bénéfice de l'entreprise et de la mère-patrie". Grâce à la pression d'un mouvement d'opposition qui a atteint des proportions massives, le pouvoir a dû se résigner à l'élection directe du Président, tout puissant, au suffrage universel. Mais la division au sein des grands partis de l'opposition bourgeoise a permis à Roh Tae Woh, un militaire, de se hisser au pouvoir.

Aux élections législatives de mars 1988, les partis d'opposition ensemble

ont remporté la majorité absolue, mais c'est le parti du Président qui a, de nouveau formé le gouvernement, avec seulement 33% des suffrages, à cause des divisions de l'opposition. Une nouvelle constitution a été adoptée, mais les réformes qu'elle contenait sont généralement restées lettre morte.

Un dictateur repent...

Le prédécesseur de Roh, son vieux compère et père spirituel Chun Doo Hwan, qui est l'un des principaux responsables du massacre de Kwangju en 1980 (1), est devenu la cible d'une campagne de l'opinion publique démocratique qui a exigé que les responsables de la répression et de la corruption durant la dictature militaire, soient traduits en justice et punis. Pour échapper à la colère populaire, Chun a fait une manœuvre spectaculaire et s'est publiquement repenté, puis s'est retiré dans un monastère.

1) Après le coup d'Etat du général Chun Doo Hwan, en décembre 1979, le pays fut secoué par une vague d'agitation ouvrière et étudiante. Le gouvernement décréta l'Etat de siège le 18 mai 1980 et arrêta les principaux dirigeants de l'opposition, dont Kim Dae Jung. A la suite de la répression brutale des manifestations étudiantes qui ont éclaté le jour même, toute la population de Kwangju, ville de 800 000 habitants, se souleva. Le 19 mai, une manifestation géante rassembla 200 000 personnes. Il fallut 10 jours à l'armée pour venir à bout de la révolte populaire en massacrant, le 27 mai, plus de 1 000 personnes, avec l'intervention de 17 000 parachutistes.

La pression accrue pour exiger une démocratie politique ne vient pas que "d'en bas". Plusieurs signes montrent que les cercles bourgeois discutent également d'une manière active d'une réorientation du régime. Des concessions politiques et économiques sont devenues nécessaires pour éviter de nouvelles explosions, mais le pouvoir sent le danger que recèle en même temps ce genre de changement. Chaque recul de sa part encouragerait le nouveau mouvement ouvrier et syndical qui est apparu sur la scène comme une force massive, depuis la vague de grèves de 1987 (Voir *Inprecor* numéro 248 du 7 septembre 1987).

D'ailleurs, le "miracle économique sud-coréen" et son avance dans le domaine des exportations se basent sur une surexploitation du travail. Cependant, un relâchement progressif de l'hystérie anti-communiste semble par ailleurs nécessaire pour des raisons économiques. Le capital monopolistique sud-coréen est strictement centré sur les exportations et il est extrêmement dépendant du marché et des milieux d'affaires américains et japonais. Par conséquent, depuis que les grands capitalistes coréens se sont heurtés à certaines difficultés et limitations dans leurs marchés traditionnels, ils ont dû prendre une série d'initiatives pour élargir leur marché d'exportation et le diversifier.

Ouverture économique

Par exemple, plus de 97% des exportations sud-coréennes aux Etats-Unis sont des biens industriels, dont près du tiers sont des machines, des véhicules et de l'équipement, alors que près de 43% des importations en provenance des Etats-Unis sont constituées de matières premières et d'aliments de base, ce qui a causé beaucoup de tort aux paysans locaux, producteurs de riz. Le déficit commercial des Etats-Unis avec la Corée du Sud a probablement atteint les 13 milliards de dollars, en 1987. En revanche, le surplus commercial de la Corée avec les Etats-Unis devrait être ramené à un maximum de 5 milliards de dollars, après avoir atteint 10 milliards, fin 1987.

Le commerce avec la Communauté économique européenne (CEE) et le Japon n'augmente qu'à petits pas, alors que les négociations et les accords économiques avec les pays du COMECON sont en net progrès. Un accord a été récemment signé pour la construction d'une usine coréenne d'appareils électriques, en Hongrie.

De même, la nouvelle "politique nordique" du régime de Roh et sa croissante disponibilité à des négociations avec la République populaire démocratique de Corée du Nord, sont dictées, en grande partie, par des considérations économiques.

Une "normalisation" des relations entre les deux Corée, correspondant aux relations entre les deux Allemagne, serait très profitable au pouvoir sud-coréen, et ce, pour deux raisons : d'une part, cela lui permettrait d'avoir une ouverture plus aisée envers les Etats non-capitalistes, surtout dans le domaine des relations économiques ; d'autre part, le régime pourrait

ainsi répondre de manière "positive" aux revendications des étudiants et de larges couches de la population qui veulent avancer vers une réunification nationale.

A ce propos, la grande bourgeoisie sud-coréenne ne rêve même plus d'une réunification lui permettant de maintenir ses intérêts économiques et de conserver son pouvoir. Depuis que la Guerre de Corée a démontré qu'une réunification capitaliste par la force n'était pas possible, son attitude fondamentale a été de consolider la partition du pays. Cela a d'ailleurs été également l'un des piliers de la politique américaine en Asie, appuyée en général par le régime de Séoul.

Une ouverture à des pays non-capitalistes et à la Corée du Nord, avec laquelle même les communications postales et téléphoniques sont encore impossibles, serait cependant susceptible de rendre de plus en plus difficile le recours à l'anti-communisme comme doctrine d'Etat. Or c'est précisément cette doctrine qui a servi, jusqu'à maintenant, à justifier toute les mesures répressives. ■

5 janvier 1989
Sozialistische Zeitung

Le nouveau mouvement syndical

EN OCTOBRE 1988, le nouveau mouvement syndical coréen, le Minju no Jo, qui s'est construit avec la vague de grèves massives de l'été 1987, a organisé une conférence internationale, qui a réuni à Séoul, des militants syndicaux de 14 pays différents venus de tous les continents. Hermann Dirkes y a assisté avec une délégation internationale.

Hermann DIRKES

C E FUT UNE GRANDE première pour ce mouvement qui offrit aux visiteurs d'outre-mer, une vision fascinante et vivante de ces militants syndicaux qui luttent contre les pires conditions de travail du monde.

La conférence leur permit également de visiter les locaux syndicaux, les usines, de rencontrer des dirigeants syndicaux, d'assister aux rassemblements et aux réunions de coordination dans toutes les régions industrielles de la Corée du Sud, Séoul-Inchon, où est concentré le quart de la population coréenne, soit 10 millions de personnes ; Ulsan, où se trouve le siège du trust multinational géant Hyundai ; Kwangju, centre de la révolte de 1980 ; Masan-Changwon, la fameuse zone-libre du Sud. Dans le courant de l'année 1988, 4 729 nouveaux locaux syndicaux ont été créés soit 74% de tous ceux qui existaient jusqu'alors.

La lutte pour la reconnaissance

Dans tout le pays, les nouveaux syndicats tentent d'arracher leur reconnaissance, mais se heurtent à l'opposition farouche de la confédération syndicale officielle jaune, la Fédération des syndicats coréens (FSC), des patrons et du régime militaire.

De juillet à septembre 1987, le nombre de grèves en Corée du Sud a été de 3 372, alors que durant les dix dernières années, il n'était en moyenne que de 200 par an. Tout en réclamant des salaires plus élevés, de

meilleures conditions de travail et le respect de la dignité humaine, la plupart de ces grèves avaient pour objectif d'imposer la reconnaissance de syndicats authentiques sur les lieux de travail.

Les nouveaux syndicats coréens tiennent d'ailleurs beaucoup à ce terme d'"authentique" ou de "démocratique", afin de se distinguer de la FSC. 200 des principaux dirigeants de la FSC sont aussi membres du parti gouvernemental du Président Roh et sont totalement à la solde des patrons au niveau des entreprises. La FSC est membre de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) depuis 1948.

Une répression systématique

La répression systématique des syndicats et des partis ouvriers indépendants a été l'une des caractéristiques de la République de Corée depuis sa fondation, que ce soit à l'époque de l'ultra-réactionnaire Syngman Rhee, ou sous les régimes successifs des généraux Park et Chun et aujourd'hui sous Roh. Les manifestations ont toujours été, et sont toujours réprimées à coup de matraques et de gaz lacrymogènes ; les grévistes et leurs partisans sont arrêtés et condamnés à la prison ; les agressions et les assassinats se poursuivent et même la torture n'a pas encore disparu.

Les élections présidentielles et législatives du printemps 1988 semblent avoir un peu détendu le climat. Le régime de Roh tente de se construire une façade démocratique et doit, dans une certaine mesure, tacler les manifestations politiques. Même

les charges policières contre les grévistes, coutume locale, semblent s'être très légèrement adoucies. Il est difficile de savoir combien de temps cette détente apparente va durer, mais quoi qu'il en soit, le régime dispose de toute une autre gamme de mesures répressives qui permet de maintenir l'exploitation des travailleurs :

— La nouvelle loi du travail — qui a subie une opération de réforme esthétique en novembre 1987 — contient toujours beaucoup d'articles qui limitent sérieusement le droit de s'organiser et d'entreprendre des actions collectives.

Un Code du travail très particulier

Par exemple, l'article 3 du Code du travail n'autorise que la formation de syndicats d'usines et d'un seul syndicat par usine. Une des méthodes traditionnelles du patronat pour empêcher la création de syndicats combattifs, est de former des syndicats jaunes avec une poignée de "fidèles de l'entreprise" ou d'ouvriers payés pour cette tâche, et de rendre ainsi impossible la reconnaissance officielle des vrais syndicats, grâce à cet article 3 du Code de travail. Mais la panoplie des mesures anti-syndicales ne s'arrête pas là.

— Licenciements politiques, mesures disciplinaires, intimidations et listes noires. Fin octobre, 96 militants syndicaux, dont le président du syndicat des employés du métro de Séoul et Kwon Yongmok, président du syndicat de l'usine d'équipements de Hyundai, étaient encore en prison. Mais le nouveau mouvement syndical continue à se renforcer malgré cette répression.

— Enrôlement dans l'armée ; une période d'au moins 5 ans de travail dans une usine d'armements est considérée comme équivalente des trois ans de service militaire obligatoire. Depuis, au nom de la "sécurité nationale", toute action des travailleurs est interdite dans les usines qui sont censées appartenir à l'industrie de défense et toute tentative d'organisation indépendante des travailleurs rencontre une résistance particulièrement farouche des réactionnaires.

En juin 1987, le ministre du Travail a publié une circulaire définissant la "façon de traiter les conflits sociaux dans les entreprises importantes travaillant pour la défense". Parmi les 72 firmes citées par le ministère, se trouvaient des entreprises comme la Ton II Co. (une usine d'armements contrôlée par la fameuse secte Moon) ; l'usine d'équipements de précision de Hyundai, dans la zone libre de Masan-Changwon ; les chantiers navals de Daehan et le Daewoo précision Co. à Pusan ; l'usine de Daeheung à Incheon ; et le Samyang Metal, à Asan ; toutes ces usines jouent un rôle important dans le mouvement ouvrier de leur région.

Les Produits Samgong, à Incheon, qui produisent des masques à gaz pour la police, sont également classés comme faisant partie de l'"industrie de défense", tout comme les Industries Samyang qui produi-



Ouvriers de l'usine de Samsung (DR)

sent des lacrymogènes. Même la Compagnie nationale de plastique, qui produit essentiellement des biens ménagers, est classée dans cette catégorie, car elle produit la partie plastique des grenades à gaz lacrymogène.

— L'article 12 du Code du travail prévoit l'interdiction des syndicats reconnus qui s'engagent dans des activités politiques. Ce même article interdit toute forme d'action de solidarité avec des conflits en cours. Même des organismes de solidarité de l'Eglise, comme la Mission industrielle, n'ont pas, en principe, le droit d'"intervenir". Beaucoup de gens ont été arrêtés et emprisonnés sous le prétexte d'"intervention d'une tierce personne". Un militant syndical de Samyang Metal avait été condamné sous cette accusation à 10 mois de prison, en juillet 1987, mais a dû être relâché au bout de trois mois, sous la pression de nombreuses actions de solidarité en sa faveur. Il a été accueilli triomphalement à la réunion du Comité de coordination syndical régional, à Incheon, en présence des délégués internationaux.

Mesures anti-syndicales

— Obstacles multiples à l'enregistrement des nouveaux syndicats. Le président du syndicat de l'usine de céramique des Produits Se Chung, raconte par exemple que : "des gangsters nous ont d'abord volé les documents et les signatures à l'usine. Par la suite, le ministre régional du Travail a prétendu qu'il n'avait jamais reçu les formulaires".

— L'article 17 du Code de travail autorise explicitement les lock-outs et en cas d'actions sur le lieu de travail (comme ralentissement du travail, groupes d'ouvriers

allant aux toilettes au même moment, grèves et assemblées d'usine), la direction peut décréter le lock-out.

Menaces de fermeture

— De plus en plus de directeurs d'usines menacent de fermer leur entreprise afin de forcer les ouvriers à reprendre le travail et veulent ainsi casser les nouveaux syndicats. La menace de fermeture des usines est omniprésente. Certaines firmes étrangères, comme Data Control, se sont pratiquement retirées de la Corée du Sud. La compagnie Flair Fashion, une succursale de la firme de textiles ouest-allemande, Adler, est en voie de faire de même en transférant ses usines à Pékin et au Sri Lanka, après avoir échoué dans sa tentative de briser la construction d'un nouveau syndicat des travailleurs du textile dans son usine de Iri, qui emploie 1 500 ouvriers.

Les firmes coréennes se tournent toujours davantage vers d'autres pays, mais jusqu'à maintenant, la plupart des annonces de fermetures d'usines se sont révélées n'être que des ruses. Dans la mesure où le but de la manœuvre était d'étouffer les nouveaux syndicats dans l'œuf, la plupart des usines ont été ré-ouvertes par la suite. Mais il n'est pas rare, non plus, que des patrons mettent simplement la clef sous le paillason en cas de difficultés financières. A Kwangju, par exemple, le directeur de la firme Oohri Data, a annoncé à ses employés, en majorité des femmes, qu'il ne pourrait leur payer les primes convenues, ni leur congés payés, puis leur a annoncé au mois d'août que l'entreprise était fermée. 90 travailleuses, soutenues par les syndicats indépendants, ont occupé les locaux pendant 2 mois, mais n'ont plus jamais revu le patron.

— Utilisation de commandos paramil-

taires dans les conflits sociaux. Dans la mesure où la police s'est montrée plus discrète dans la dernière période, les patrons ont eu de plus en plus recours à des groupes de terreur privés, dans l'usine même. La formation de ce genre de groupes, qui se dénomment "Ku sa dae" (en gros : "Groupes de commando de sauvegarde des entreprises"), suit partout le même modèle. Des ouvriers arriérés mais aussi des gens extérieurs à l'usine, tels que des chômeurs, d'ex-policiers et des agents des services secrets, sont recrutés par les patrons, saoulés et lâchés sur les travailleurs et tout particulièrement les travailleuses qui sont soumises à d'atroces brutalités.

La lutte à Sinae électronique

Un exemple particulièrement édifiant de la façon dont les nouveaux syndicats sont combattus, est la lutte des travailleuses de l'entreprise électronique de Sinae, en septembre-octobre 1988.

Le 13 septembre, une section des travailleurs de l'Entreprise électronique de Sinae ont tenté de lancer un syndicat. L'usine emploie 350 ouvriers dont 280 femmes et produit des auto-radios.

Dans beaucoup d'entreprises sud-coréennes, les nouveaux employés sont contraints de signer des démissions en blanc. Le travail se déroule sous discipline militaire. Les ateliers, les cafétérias, les toilettes et les logements (qui hébergent une grande partie des travailleurs) sont sous surveillance de caméras vidéos. Tous les matins, avant de se mettre au travail, les ouvriers doivent assister à une cérémonie religieuse, qui est célébrée par le directeur de l'usine en personne, un certain Chung Jin-jong, dont le père était un prêtre très connu. Chung, qui souhaite qu'on l'appelle "père", prêche aux ouvriers une obéissance absolue à ses ordres.

La journée de travail commence entre 7 heures 50 et 8 heures 30, le temps passé à la cérémonie religieuse n'étant bien sûr pas

compté dans les heures de travail. La pause du repas de midi est de 40 minutes, avec une pause supplémentaire de 10 minutes le matin et l'après-midi. Les femmes doivent faire en moyenne 100 heures d'heures supplémentaires par mois, les hommes, 140.

Le salaire mensuel des femmes atteint en moyenne 153 000 Won (environ 232 dollars), celui des hommes 180 000 Won (263 dollars). Il faut y ajouter une prime annuelle, de l'ordre de 220% du salaire de base, qui est de 115 000 Won (167 dollars). Pour les heures supplémentaires, les patrons ne payent que le salaire de base, sans les 50% de majoration prévus par la loi. La sécurité sur les lieux de travail est inconnue. Les ateliers sont en permanence plein de vapeurs de plomb qui font vomir la plupart des travailleurs.

Dès la mise sur pied du syndicat de l'usine, que seuls 103 femmes et 7 hommes ont rejoint, les patrons ont tenté de le briser de plusieurs façons. Après de premières concessions sur les salaires, les heures et les conditions de travail, l'usine fut fermée pour 48 heures, dès le lendemain. Alors que les membres du syndicat organisaient une grève sur le tas pour protester, les travailleurs inorganisés furent forcés à travailler pendant la nuit.

Le 5 octobre, on empêcha les syndiqués d'entrer dans l'usine. Il y eut de nouveau grève et les travailleurs furent licenciés pour des raisons politiques. Après de nouvelles négociations, la direction réorganisa le travail : ceux qui avaient participé à la grève furent isolés dans un seul atelier.

Syndicat jaune à l'œuvre

Le 9 octobre, 95% des travailleurs syndiqués votèrent une nouvelle grève. Un secrétaire du syndicat officiel de la métallurgie tint une réunion avec les non-syndiqués et la direction, et il accusa les grévistes d'être des communistes. Le 18 octobre, les dirigeants du syndicat local furent licenciés sans préavis. Lorsque les militants

syndicaux essayèrent d'entrer dans l'usine, ils en furent empêchés par les bandes de commandos, Ku sa dae, dirigés par le "secrétaire syndical" Le Ki-bong.

Le lendemain, 70 militants syndicaux furent de nouveaux agressés par les gangsters du Ku sa dae qui leur jetèrent des briques et du sable mélangé avec du piment. Les forces de police intervinrent. 20 travailleuses furent sérieusement blessées, un syndicaliste fut éborgné. Les femmes tentèrent par la suite de mobiliser les gens de la région et rendirent visite à tous les syndicats du district pour gagner leur soutien.

Le 21 octobre, à 7 heures du matin, une manifestation commune fut sauvagement attaquée par la police et il y eut plusieurs blessés graves. Le lendemain, les grévistes organisèrent une nouvelle manifestation et collectèrent de l'argent pour soutenir la grève. Depuis, la police a interdit l'accès des lieux de rassemblement et les actions de solidarité ont dû se déplacer en dehors du district.

Une classe ouvrière très jeune

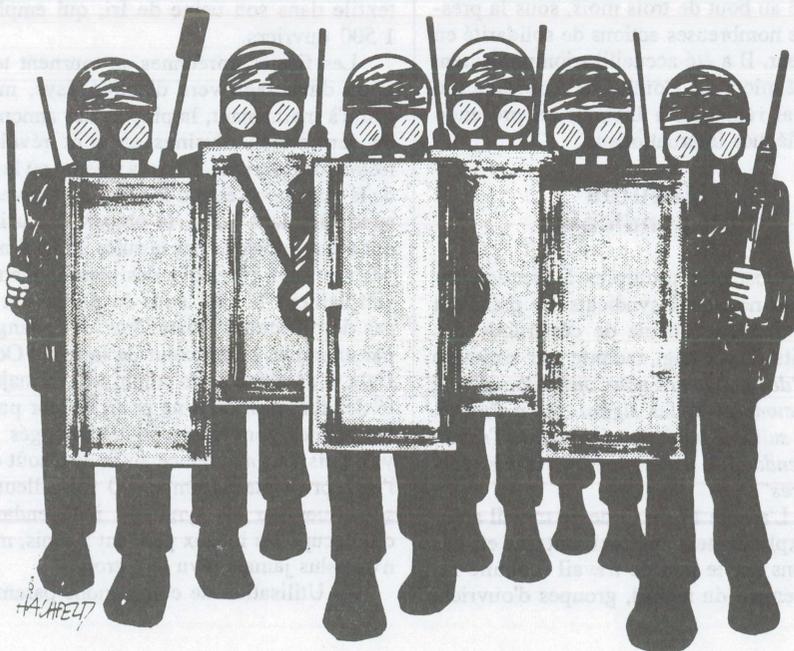
C'est une classe ouvrière très jeune qu'organise le mouvement syndical coréen. La plupart des travailleurs et surtout les femmes, ont moins de 20 ans, l'âge légal minimum d'embauche étant de 16 ans. Il est très difficile de rencontrer un ouvrier coréen "vieux" et seule une poignée de travailleurs semblent avoir plus de 40 ans.

L'effondrement des structures économiques et sociales à la campagne pousse chaque année près d'un demi-million d'individus à venir chercher du travail dans les villes et les centres industriels.

D'après une étude publiée en 1988, la capitale, Séoul, est la ville la plus polluée du monde. Si les firmes japonaises transportent leurs sites de production en Corée, c'est surtout pour échapper aux lois japonaises de protection de l'environnement qui sont très strictes.

Les conditions de sécurité dans le travail, pour ne pas parler de conditions de travail convenables pour des êtres humains, sont des concepts totalement étrangers pour la plupart des usines coréennes, qui auraient été immédiatement fermées dans tout autre pays ayant une législation du travail correctes. Les ouvriers fraiseurs travaillent sans aucune protection et avalent la poussière de métal ; les perforatrices et autres appareils de presse ne sont même pas équipés des consignes de sécurité minimales ; dans la poterie, au dernier stade de la production, les travailleuses doivent en permanence surveiller le rinçage de bacs et inspirent les vapeurs des dissolvants chimiques ; des pièces de métal tranchantes et dentelées traînent par terre ; les ateliers de production sont soit pleins de courants d'air, soit manquent d'aération et le bruit qui y règne est insupportable.

Beaucoup de travailleurs n'ont que deux jours de congé par mois et certains travaillent tous les jours. Dans la scierie de Sephoong, à Kunsan, la semaine de 76



heures est la règle. Les salaires sont aussi bas que la journée de travail est longue. Ce sont les femmes qui reçoivent les salaires les plus bas et qui sont nettement moins bien payées, même à travail égal. A l'entreprise électronique de Daewoo, les 60 femmes qui travaillent plus de 10 heures et demie par jour avec seulement 2 jours de congé par mois, gagnent en moyenne 140 000 Won (200 dollars), alors que les 10 hommes gagnent 250 000 Won.

Par ailleurs, la productivité et les profits des entreprises ont tellement augmenté que cette contradiction devient de plus en plus insupportable.

Durant la dernière décennie, ce sont les étudiants qui avaient pris la tête du mouvement en se mobilisant périodiquement, se retrouvant même isolés dans la plupart des cas. Mais aujourd'hui, la classe ouvrière qui a perdu sa crainte et son respect des patrons paternalistes et de l'appareil d'Etat, se réveille et les rejoint. Même si les nouveaux syndicats sont encore assez inexpérimentés et faibles sur le plan organisationnel, ils se sont construits dans la lutte, ce qui leur donne un poids certain.

Lorsque la délégation des syndicalistes étrangers s'est étonnée de pouvoir entrer librement dans les usines et les ateliers de production pour les visiter, sans avoir à demander l'autorisation de la direction de l'entreprise, un militant syndical d'une usine de Séoul leur a répliqué : "si la direction empêchait les syndicats d'amener des visiteurs, les syndicats feraient alors de même avec les invités du patronat qui visitent parfois les usines".

Le poids de l'impérialisme

Etre dirigeant ou délégué syndical en Corée du Sud ne procure aucune protection particulière. La répression s'abat même beaucoup plus directement et sauvagement et il est difficile de trouver une seule usine sans licenciements, arrestations, fermetures arbitraires, violences ou autres formes de persécution. Pour la plupart des syndicalistes coréens, il était clair que leur lutte va bien au-delà de la question des salaires, des heures de travail ou d'autres revendications liées au travail. La hausse de salaire de 13% en moyenne a déjà été annulée par la hausse des prix. Le sentiment que la plupart des problèmes de la Corée du Sud sont le résultat de la domination politique des puissances étrangères, plus particulièrement des Etats-Unis, et de la domination économique des firmes étrangères est assez répandu.

La compagnie japonaise Mitsubishi est profondément enracinée à Hyundai ; à Daewoo, c'est la firme américaine General Motors qui s'est implantée ; des entreprises allemandes comme Adler textiles, C & A ou Peek & Cloppenburg retirent aussi de plantureux bénéfices de l'exploitation des tailleurs et des couturières coréens.

Les nouveaux syndicats coréens ne luttent pas uniquement pour de meilleures conditions de travail, mais aussi pour changer toute la société et ils savent qu'ils doivent

être le moteur d'un tel mouvement. Par conséquent, l'une de leurs principales préoccupations est de faire le lien entre les luttes syndicales et l'ensemble des luttes du peuple coréen pour la démocratie, l'indépendance et la réunification du pays.

Les débats en cours

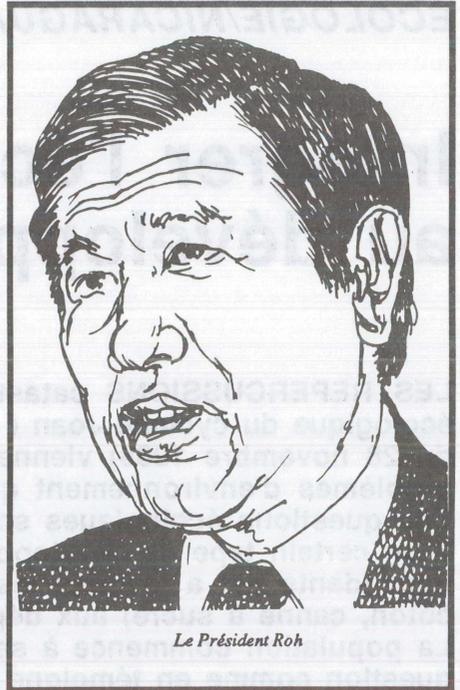
Les principaux débats en cours dans le mouvement syndical coréen se concentrent sur deux questions fondamentales. D'une part, la façon de surmonter les problèmes organisationnels au niveau de l'usine, la restauration et la consolidation de l'unité du mouvement ouvrier à l'échelle du pays ; d'autre part, les relations actuelles et futures avec la confédération syndicale officielle contrôlée par l'Etat, la FSC.

Un consensus assez large existe aujourd'hui sur la première question. Il s'agit, avant tout, de tirer les leçons des luttes précédentes, de consolider la démocratie interne, de développer un programme de formation systématique pour la majorité des membres, et de construire une direction, afin d'arriver à une plus large unité et à un niveau de conscience plus élevé.

La campagne en cours pour une réforme du Code du travail joue dans ce contexte un rôle crucial. Cette lutte pour la révision des lois du travail peut être comprise comme un effort pour profiter de la situation politique actuelle où l'ensemble des aspects répressifs du régime sont remis en cause. Depuis la présentation du nouveau projet de Code du travail, lors d'une réunion publique du syndicat, plusieurs actions, manifestations et réunions ont eu lieu dans diverses usines et ont convergé dans des manifestations régionales. Une massive campagne de pétitions a été lancée à travers tout le pays et un comité national a été mis sur pied pour diriger l'ensemble de la campagne pour la réforme du Code du travail.

Le renforcement de l'unité politique et organisationnelle du mouvement se reflète à travers l'émergence de syndicats intercatégoriels. Pour le moment, il existe 8 fédérations syndicales démocratiques sur une base territoriale, c'est-à-dire des conseils syndicaux régionaux. 4 fédérations syndicales nationales se sont également constituées dans des branches spécifiques, à savoir, la Fédération nationale des travailleurs hospitaliers (avec 140 branches locales sur le lieu de travail), le Syndicat des médias, le Syndicat des travailleurs des institutions financières (autres que les banques), le Syndicat des travailleurs scientifiques et de la Recherche scientifique. Il faut aussi y ajouter 3 syndicats territoriaux qui sont le syndicat des travailleurs du textile de Chunggye, le Syndicat des travailleurs de l'usine de fabrication de chaussures de Séoul et le Syndicat des imprimeurs de Séoul.

Des fédérations régionales inter-syndicales existent à Séoul, Incheon, Seungham, Pusan, Jinju, Masan-Changwon, Cholla du Nord et Kwangju/Cholla du Sud et sont en voie de constitution dans deux autres régions. Elles regroupent



Le Président Roh

pent pour l'instant près de 85 000 membres, répartis dans 250 syndicats. La première fédération régionale du Minju no jo s'est construite dans la fameuse zone libre de Masan-Changwon, en décembre 1987, sous l'impulsion des luttes politiques qui s'y étaient déroulées au mois de juin, ainsi que de la grève de juin-septembre de la même année.

Vers une confédération indépendante

Après avoir arraché leur reconnaissance officielle, les syndicats sont obligés de s'affilier à la FSC officielle, mais dans la plupart des cas cette adhésion n'est que formelle. La FSC combat le Minju no jo par tous les moyens. Durant les grandes luttes de ces dernières années, elle n'a été qu'une courroie de transmission des politiques gouvernementales. Ce sont, par exemple, des employés de la FSC qui organisent eux-mêmes les groupes de commandos du Ku sa dae.

La FSC essaye de l'emporter sur les nouveaux syndicats mais le Minju no jo a réussi à gagner des fédérations locales. Si un certain nombre de militants syndicaux pensent qu'il est possible de réformer la FSC à long terme, la grande majorité d'entre eux sont d'avis que la construction directe d'une confédération syndicale indépendante est une tâche inévitable.

Comme le disait un militant de la puissante fédération syndicale des chauffeurs de taxi de Séoul, "la construction d'une confédération syndicale indépendante va également augmenter la pression sur la FSC".

Intégrer l'écologie au développement

LES REPERCUSSIONS catastrophiques au niveau écologique du cyclone Joan (voir *Inprecor* numéro 277 du 28 novembre 1988) viennent s'ajouter aux multiples problèmes d'environnement que connaît ce pays. Ces questions écologiques sont, en grande partie, liées à un certain type de développement imposé aux pays dépendants qui a favorisé les cultures d'exportation (café, coton, canne à sucre) aux dépens des cultures vivrières. La population commence à se sensibiliser sur cette question comme en témoigne la création voici peu, du Mouvement pour l'environnement du Nicaragua (MAN). La revue *Pensamiento Propio* a rencontré la secrétaire générale de ce mouvement, Marla Luisa Roberto.

PENSAMIENTO PROPIO : *Quelles sont les raisons de la création du Mouvement pour l'environnement du Nicaragua ?*

— Cette organisation s'est constituée le 23 janvier 1988 comme un regroupement large, non gouvernemental auquel pourraient adhérer différentes organisations et divers secteurs de la population. Le Mouvement pour l'environnement est né d'une assemblée organisée par l'Association des biologistes et des écologistes du Nicaragua, fondée voilà sept ans.

Pendant les quatre dernières années, cette organisation a influé de façon plus notable sur certains aspects de la vie du pays, notamment dans des débats publics, sur les questions de l'environnement importantes pour le Nicaragua. Comme celle de la concession forestière du fleuve San Juan, que le gouvernement a vendue à une entreprise costaricaine. Cet accord commercial affectait gravement l'écosystème de cette partie du territoire national.

Durant toutes ces années de travail, nous nous sommes rendus compte que l'opinion publique nicaraguayenne était sensibilisée aux questions de l'environnement et que nous ne pouvions continuer de travailler en marge de cette revendication populaire. Nous avons tenu cette assemblée et c'est de là qu'est apparu le mouvement qui, à l'heure actuelle compte 20 organisations et 120 personnes. C'est une organisation démocratique et populaire. Tous ses participants doivent être des défenseurs et des amoureux de la nature. Son principal objectif, est de contribuer à la reconnaissance, à la protection et à l'utilisation adéquate des ressources naturelles.

■ *Quelle est la différence entre cette organisation et les mouve-*

ments écologistes qui existent en Europe ?

— Nous avons des relations avec tous les mouvements écologistes du monde, surtout d'Europe et des Etats-Unis. Toutefois, nous considérons que les mouvements écologistes du Tiers-monde sont des organisations qui ont une base plus réelle parce qu'ils luttent sur des problèmes plus concrets qui rendent possible une réelle transformation de la conception des relations entre l'homme et la nature.

■ *Mais ce Mouvement pour l'environnement du Nicaragua se consacre-t-il à cette seule question ou bien a-t-il des motivations politiques qui portent davantage sur les questions de fond ?*

— L'organisation a des objectifs politiques qui recourent les propositions de la révolution en matière de protection de la nature. Dans cette perspective, nous allons influencer sur l'opinion publique nicaraguayenne en ce qui concerne les problèmes écologiques et, bien évidemment, la mobilisation en défense de l'environnement aura des finalités politiques.

■ *Que pensez-vous faire en défense de l'environnement national ?*

— Nous pensons clairement que les problèmes écologiques que connaît le Nicaragua sont nombreux et ont des racines profondes à cause de l'utilisation inadéquate des ressources naturelles depuis la colonisation jusqu'à aujourd'hui.

Nous avons reçu en héritage un pays appauvri qui connaît de nombreuses contradictions sociales.

Cela explique pourquoi la population est un élément de pression constant sur les ressources naturelles. Dans cette première

La menace des pesticides

L'utilisation de pesticides, qualifiés de dangereux par différentes organisations non-gouvernementales, est une des causes des problèmes écologiques du Nicaragua.

En 1986, les hôpitaux de Chinandega et de León, eurent à traiter 776 cas d'empoisonnement pour mauvaise utilisation des pesticides. Les secteurs les plus touchés sont les ouvriers agricoles et les petits producteurs, les femmes et les enfants étant également touchés.

Mais la région occidentale du Nicaragua n'est pas la seule à être affectée par les problèmes posés par les pesticides. Depuis 1980, avec la rénovation des plans de café dans la Région de Carazo, près de Managua, l'utilisation des produits chimiques liés à l'agriculture a augmenté. L'utilisation des nouvelles technologies dans la production a induit un arrachage non-contrôlé des arbres. Avec cette modification du milieu ambiant, on a favorisé la reproduction des mauvaises herbes ce qui demande alors une plus grande utilisation d'herbicides dans les caféiers. Les doses appliquées sont de 2 à 4 fois supérieures à celles qui sont généralement recommandées.

Des études réalisées par différentes institutions publiques et privées signalent qu'il existe un taux élevé de pollution des eaux souterraines qui provoque la contamination du lait maternel des femmes dans cette région et menace la faune d'extinction.

Le problème des pesticides constitue une menace réelle pour les populations et les ressources naturelles de la région occidentale et les autres régions du Nicaragua. Les instances étatiques, les centres de recherche et les organisations populaires doivent réfléchir et définir une stratégie d'action pour laquelle nous proposons les axes suivants :

— Favoriser les recherches sur les effets de l'utilisation des pesticides dans l'environnement et les ressources naturelles dans les zones touchées de façon critique.

— Etudier la fermeture des industries nationales qui fabriquent des pesticides et/ou estimer leur rentabilité économique en rapport au coût sur le plan de l'environnement.

— Impulser avant le début du cycle agricole, des campagnes d'éducation sur l'environnement qui garantissent que les ouvriers agricoles, les petits producteurs et les travailleurs qui utilisent des pesticides, aient connaissance des risques qu'ils encourrent et des mesures de sécurité à prendre.

— Prêter une attention particulière quant à la participation des femmes et des enfants aux travaux agricoles, car ils constituent les secteurs de la population les plus exposés aux risques dus à l'utilisation des pesticides (cancer de l'utérus, contamination du lait).

— Favoriser la participation des organisations populaires sur cette question, avec pour objectif la défense du droit du peuple à vivre dans un milieu sain.

— Approfondir les recherches sur l'utilisation de moyens non-chimiques dans l'agriculture, les populariser et donner une assistance technique à ceux qui les utilisent, en leur montrant les avantages. ■

phase de travail, nous avons défini quelques axes d'action. Nous prétendons contribuer à l'éducation sur les questions d'environnement dont les citoyens nicaraguayens doivent se préoccuper.

Il faut saisir à bras le corps certains problèmes critiques tels celui du lac de Managua, l'utilisation intensive des pesticides dans la région de Léon et de Chinandega où l'on cultive le coton, ou les problèmes de l'écologie urbaine dans les principales villes du pays. Il y a les problèmes de l'eau, de l'utilisation des sols, du déboisement, etc.

■ **Quelles sont les relations du Mouvement pour l'environnement du Nicaragua avec les organisations de même type en Amérique centrale ?**

— Nous sommes à l'origine de la tenue du Congrès de l'environnement qui s'est tenue à la mi-1987, et que nous avons appelé Conférence centro-américaine d'action sur l'environnement. Nous y avons traité des thèmes traditionnels sur l'utilisation des ressources naturelles.

Nous avons impulsé un nouveau courant en Amérique centrale avec une étude sur la militarisation et son impact sur l'écologie, où nous avons développé l'idée que le conflit que connaît notre région est le principal problème écologique de l'isthme.

Cette idée vaut pour le Nicaragua, comme pour le Salvador, le Honduras, le Guatemala. Le Costa Rica reste en marge du conflit militaire, mais en vérité, il est confronté à des problèmes similaires quant à l'environnement.

Au début, parce que nous n'avions pas beaucoup de contacts avec les Centro-Américains, nous pensions que ce thème n'avait pas été étudié dans la région. Ce n'est pas vrai parce que nous sommes confrontés à des problèmes similaires.

Avec Redes, l'organisation qui est née de ce congrès, nous nous sommes proposés de faire un travail commun en Amérique centrale.

■ **Quelles sont les caractéristiques qui vous distinguent des autres mouvements écologistes d'Amérique centrale ?**

— Les organisations des autres pays d'Amérique centrale sont différentes, elles sont fondamentalement axées sur la conservation de la nature.

Leur fonction est définie en liaison avec les zones protégées. Nous voulons quant à nous, nous transformer en un mouvement massif et nous avons déjà progressé sur cette question.

Au Salvador et à Panama, il y a des expériences intéressantes. Dans le premier, existe une organisation qui travaille avec tout ce qui est organisation formelle. Dans le second, existe un mouvement nommé fondation Panama, qui regroupe 40 organisations travaillant sur le problème de l'environnement.

■ **Quelle est votre estimation sur la détérioration des ressources naturelles au Nicaragua par rapport**

aux autres pays d'Amérique centrale ?

— Beaucoup d'études ont porté sur l'état des ressources naturelles de l'Amérique centrale dans son ensemble. Ce n'est pas le Nicaragua qui est dans le pire état. Nous trouvons des pays où l'utilisation des ressources écologiques est en crise comme au Salvador et au Honduras. Toutefois, cela ne signifie pas que nous allons bien. Nous sommes un pays plein de ressources mais qui croît de façon désordonnée.

Il n'y a eu aucune protection écologique pour développer le pays et nous pensons quant à nous qu'il est important d'intégrer ce concept dans la planification globale du Nicaragua. ■

**Pensamiento Propio ;
Novembre 1988**

Les objectifs du MAN

1) Education sur l'environnement

Nous voulons éduquer la population sur des questions d'environnement déterminées, dans le but d'améliorer la qualité de vie des Nicaraguayens, dans les domaines de la santé, de l'utilisation des déchets, de la propreté des zones urbaines, de la contamination, du déboisement etc.

Les moyens sociaux de communication seront nos premiers instruments de travail, ainsi que l'utilisation de matériel particulier (affichettes, cartes postales, bons) qui seront complétés par des forums, des débats, des tournées dans les campagnes etc.

2) L'environnement et la paix

Cette étude devra approfondir la question des effets provoqués par la situation de guerre sur les ressources naturelles du Nicaragua. Elle explorera les perspectives de développement de projets qui aident à consolider une paix durable dans ce pays, en rendant plus effective la Réserve internationale pour la paix, dans le fleuve San Juan, qui existe déjà. Ceci doit être considéré comme le travail vers l'extérieur du Mouvement pour l'environnement.

3) L'attention aux problèmes critiques d'environnement

Nous voulons commencer un travail d'analyse critique et mobilisatrice autour des problèmes d'environnement dans le pays, parmi lesquels nous définissons comme prioritaires :

3-1) Le lac de Managua

Le fort taux de pollution de cette étendue d'eau menace, à court terme, la santé des habitants de Managua, car il n'existe aucun contrôle sur les déchets industriels. De même, il commence à devenir évident que les nappes phréatiques qui alimentent en eau potable la ville sont aussi polluées.

3-2) Ecologie urbaine

Nous voulons prendre en compte le problème de la planification écologique intégrale de la capitale, en mettant l'accent sur la question des ordures ménagères, du reboisement et de la planification physique.

3-3) Les pesticides

Ce projet veut mobiliser la population contre le grand danger que fait courir l'utilisation inadaptée des pesticides, surtout dans la région de culture du coton, où existent déjà de grandes menaces pour la santé et la productivité. ■

■ **INPRECOR** : *Quelle est l'origine des Communautés chrétiennes de base ?*

— **Enrique RAMIREZ** : En Amérique latine, les Communautés ecclésiales de base sont apparues dans la foulée de la rénovation qui a traversé l'Eglise catholique à partir du Concile Vatican II vers 1961-63, puis, le mouvement s'est développé après la réunion de l'épiscopat latino-américain à Medellin en 1968.

C'est à San Miguelito, au Panama, que sont nées les premières communautés, bientôt suivies par d'autres au Honduras, au Nicaragua, au Salvador. Ces communautés sont l'expression de l'engagement populaire dans une foi qui est liée à une pratique sociale, plus qu'à une Eglise traditionaliste et spiritualiste. Au Salvador, les premières communautés, rurales et urbaines, des années 1969-1970, ont essayé de participer activement au grand mouvement de radicalisation de la société salvadorienne. Le peuple cherchait à se libérer définitivement, non seulement de la tyrannie militaire qui existait déjà alors, mais aussi des structures sociales qui le maintenaient dans la marginalisation, au niveau économique comme à celui de la participation politique démocratique.

Les communautés sont nées dans les paroisses à travers le chant et la nouvelle liturgie qui permettaient une participation populaire beaucoup plus importante. Vatican II et Medellin ont également donné un élan important à l'analyse de la réalité avec des catégories d'analyse socio-politique claires, autour de la méthode réflexion-action, qui consiste à découvrir notre environnement à partir de l'illumination puisée dans les Evangiles et dans la Bible, ainsi que de catégories provenant du marxisme. Cette réflexion a permis à beaucoup de religieux, de séminaristes, de groupes de laïcs chrétiens d'ouvrir les yeux sur la réalité de marginalisation et de misère vécue par la majorité de la population et de se lier à une pratique religieuse plus concrète, qui ne se limite pas à une attitude spiritualiste mais cherche à construire une société nouvelle, ici et maintenant, avec des catégories théologiques qui seront plus tard développées dans la théologie de la libération.

Nous concevons l'Evangile et la Bible comme le meilleur instrument de lutte dont disposent les chrétiens en Amérique latine. D'ailleurs, l'armée salvadorienne considérait que posséder des livres, lire les journaux ou écouter la radio catholique, était un indice de subversion, notamment du temps de Monseigneur Romero.

A partir de l'étude de la Bible, nous analysons la réalité de la marginalisation, et cette constatation nous conduit à l'action, à la praxis. Car il ne suffit pas d'analyser les injustices, il faut aussi les combattre. Dans le livre de la Genèse, le premier de la Bible, il est dit que

l'Homme est créé à l'image de Dieu. Nous partons de là. Si nous sommes conçus à l'image de Dieu, nous constatons, comme le dira plus tard le document de Puebla (en 1979), que le visage latino-américain, celui des Noirs, des Indiens, des paysans, des ouvriers exploités, n'est plus à l'image de Dieu. Chez nous, le visage de Dieu a été défiguré, et il faut le rétablir, rétablir la liberté et la dignité dans lesquelles ont été créés l'homme et la femme. Il faut rétablir la condition de maître de la nature qui était celle de l'Homme à la création, et sortir donc de l'exploitation que nous subissons et où un groupe minoritaire écrase le reste de la société.

En Amérique latine, on adore des idoles, de faux dieux : le dieu de l'argent, le dieu du capitalisme, le dieu du pouvoir. Ces trois idoles défigurent le visage de Dieu.

Vient ensuite la réflexion à partir du livre de l'Exode, qui nous raconte comment un peuple réduit en servitude en Egypte, le peuple d'Israël, a trouvé les chemins de sa libération. Dieu ne voulait pas que ce peuple soit esclave, et nous sommes semblables à ce peuple d'Israël : nous aussi nous sommes esclaves, esclaves de la toute-puissance des militaires, de l'argent, du système d'exploitation. Pour se libérer, ce peuple a passé 40 ans dans le désert, après s'être organisé autour d'un homme qui s'appelait Moïse. Nous avons aussi besoin d'hommes comme Moïse ; il nous faut nous organiser et nous défendre comme le peuple d'Israël contre Pharaon.

Il nous faudra mener une longue lutte contre les nouveaux pharaons, contre les oppresseurs qui aujourd'hui s'incarnent dans les dirigeants américains, et les dirigeants salvadoriens soutenus par les militaires.

La Bible devient donc le grand livre illuminateur, qui révèle que le peuple salvadorien, que les communautés doivent s'organiser et se mettre en chemin, un chemin qui sera long puisque l'Exode a duré 40 ans, c'est-à-dire une génération complète. C'est une guerre prolongée, pour laquelle il faut dégager de l'énergie, et surtout ne pas regarder en arrière, quelles que soient nos souffrances. Dans l'Exode, il est dit que le peuple était las de la lutte. Beaucoup disaient qu'il était préférable de retourner en captivité. De même, beaucoup de nos frères quittent cette voie parce que la libération a un coût trop élevé : elle coûte du temps, du sang, des souffrances. Nous combattons donc le désespoir, le renoncement au combat. Notre libération viendra mais il nous faut la construire de nos propres mains.

Nous avons aussi découvert les Prophètes : Isaïe, Amos, Josué, Jérémie, qui furent de grands combattants pour leur peuple, qui annonçaient un ciel nouveau, une nouvelle terre, et dénonçaient les fausses idoles, l'injustice qui régnait dans leur pays. Ils prêchaient par exemple l'année du pardon, où la dette serait remise et les esclaves libérés. L'esclavage de notre peuple a trop duré et arrive l'année du pardon. Par la dette extérieure, la dépendance, nos petits pays ont été marginalisés par le système capitaliste mondial, par le monde occidental qui nous a exploités depuis des

Les com chrétienne

LE PEUPLE SALVADORIEN et t
la religion chrétienne et t
est traversée par les
de cette soci
En 1980, l'archevêque Osca
et cause pour la lutte pop
les escadron
Depuis, là comme ailleurs
a été reprise en mains... ma
Ces derniers mois, l'Eglise a
et l'oligarchie en organisant,
"le dialogue national" au
les organisations p
A côté de "l'Eglise populaire
(CEB) et de la hiérarchie cat
importante par son autorité, i
jésuite qui dirige l'une des
du pays. Elle s'oppose au
mais elle n'appuie pas la lut
et propose une "troisième voi
avec les organisations
Inprecor a rencontr
coordinateur



Communautés de base

est profondément marqué par
toute l'Eglise salvadorienne
contradictions aiguës
été en guerre.

Romero, qui avait pris fait
ultraire, était assassiné par
de la mort.

la hiérarchie catholique
s les problèmes demeurent.
pris ses distances avec l'armée
en septembre, un forum pour
quel participaient toutes
populaires de masse.

des communautés de base
politique, et occupant une place
faut mentionner l'intelligentsia
deux grandes universités
régime et à l'impérialisme,
l'armée menée par le FMLN
tout en maintenant des liens
évolutionnaires armées.

Enrique Ramirez,
des CEB.

S'AI DIT:
PAS DE POLITIQUE!



siècles. Nous trouvons ce message chez ces prophètes qui ont vécu il y a si longtemps, et qui s'applique aussi à notre réalité d'aujourd'hui. Le paysan ou le pauvre de la ville le comprend parfaitement, il n'est pas besoin de lire les grands théologiens de la libération pour le comprendre. Il suffit d'ouvrir la Bible et de réfléchir à sa propre réalité.

Puis nous ouvrons les Evangiles, et nous voyons que la première des choses faites par le Christ, fut d'ouvrir les yeux des aveugles, de faire marcher les paralytiques, de rendre l'espoir aux gens, lui, le Messie, l'Attendu des temps.

Celui qui suit l'Evangile et Jésus, doit poursuivre son travail. En 2 000 ans, nous n'avons même pas réalisé la moitié de ce qu'Il voulait, le peuple continue d'être lépreux, boiteux, malade. Rendre la vue à l'aveugle, c'est faire retrouver la conscience aux gens. Se mettre en marche, c'est s'organiser. Commencer la guérison, c'est laisser de côté toutes ces tendances à l'esprit de servitude. Comme dit Paulo Freire (1), la pensée de l'opresseur s'insinue dans celle de l'opprimé, pour lui faire croire que les choses sont ce qu'elles doivent être. Le plus grand message de libération, est proclamé par le Christ. Lire ainsi la Bible et l'Evangile, ce n'est pas du tout tordre le sens des textes, mais retrouver le Verbe nouveau qui annonce le monde nouveau, celui que nous voulons construire ici et maintenant.

Dans l'Apocalypse, enfin, nous entendons Jean parler de la Bête, et nous comprenons qu'il parlait de l'Empire romain. Le nouvel Empire, c'est le capitalisme, avec les Etats-Unis à sa tête. Nous devons lutter pour nous libérer de ce capitalisme et de cet impérialisme. Nous ne haïssons pas les personnes qui le servent, mais nous aimons notre peuple, et nous voulons que les peuples riches se transforment eux aussi et créent une nouvelle société, plus humaine, plus fraternelle, plus égalitaire, comme le veut l'Evangile.

■ *Cette œuvre sera-t-elle le fait des seuls chrétiens ?*

— Non, bien sûr. Nous ne sommes pas seuls sur ce chemin. D'autres frères, étudiants, instituteurs, syndicalistes, formés à d'autres sources, socio-politiques ou marxistes, sont d'accord sur l'analyse et les projets de changement. Nous commençons donc à regrouper nos forces, à nous intégrer davantage à la lutte des pauvres, non pas seulement par l'analyse théorique mais par les luttes concrètes dans les quartiers, pour la terre, la démocratie. Nous avons trouvé en eux des camarades loyaux.

■ *Les communautés chrétiennes de base sont-elles une force à part, spécifique par rapport, par exemple, aux organisations qui composent le FMLN, ou bien comme une force qui pénètre l'ensemble des autres secteurs ?*

— Plusieurs groupes chrétiens ont connu la tentation de construire des organisations et des partis chrétiens comme force

politique. Nous estimons que les chrétiens ne forment pas une force politique à part, et nous n'avons pas vocation à la construire. Nous faisons partie d'un peuple qui dispose déjà de sa constellation et de ses structures politiques. Les chrétiens doivent être ce levain, ce sel dont parle le Christ. Nous n'avons donc pas de structure politique organique, mais nous participons librement, individuellement ou collectivement, aux divers mouvements populaires et de guérilla en Amérique centrale. La révolution ne sera pas chrétienne ou catholique. La révolution est politique, elle est sociale, et nous chrétiens, nous avons notre apport spécifique qui rejoint celui d'autres courants.



■ *Quelle est votre analyse des moyens à utiliser pour que les opprimés se transforment en sujets de l'Histoire ? Quelle est votre opinion sur l'insurrection ?*

— Notre démarche sur ce point a été longue et difficile, mais beaucoup de chrétiens commencent à découvrir que les voies pacifiques sont épuisées dans nos pays. Les élections sont truquées, le peuple ne peut décider, ni par le vote, ni par la grève, ni par la lutte pacifique. Et certains camarades, certains frères, choisissent la voie violente, soit dans la guérilla, soit dans la lutte du mouvement populaire. Les chrétiens discutent beaucoup pour savoir si cette voie est juste ou non. C'est une discussion très libre. D'autres frères respectent ce choix de la violence, mais préfèrent continuer à utiliser des moyens non-violents tout en menant le combat commun pour construire le Royaume de Dieu. Nous ne pouvons pas croire que ce royaume soit seulement dans l'au-delà : il nous faut commencer à le construire dès maintenant, par des moyens qui ne seront pas toujours complets, qui ne représenteront pas la totalité de la libération, mais qui nous rapprochent du règne de Dieu.

Nous appuyons donc toutes ces luttes en faveur des plus pauvres, mais sans tomber dans l'idéalisation des organisations politico-militaires et populaires, en rejetant, quand il le faut, les pratiques incorrectes qui sont mauvaises pour le peuple. Mais notre apport se fait de l'intérieur du mouvement.

■ *Quelles sont les relations qu'entretiennent actuellement les communautés avec la hiérarchie catholique ? Sont-elles difficiles ?*

— Oui. La position de Monseigneur Romero, extrêmement souple, flexible et riche d'inspiration, perd de plus en plus d'influence dans la hiérarchie qui cherche à

1) Auteur de *La pédagogie de l'opprimé* où il introduit la notion de "conscientisation" ; il est aujourd'hui secrétaire à l'Education de la mairie de São Paulo.



empêcher les chrétiens de participer au mouvement révolutionnaire. Nous sommes conscients qu'il faut en premier lieu servir Dieu, l'Evangile, suivre notre conscience. Nous respectons l'opinion des évêques, nous essayons de l'appliquer dans notre vie chrétienne, mais sur le terrain socio-politique, nous considérons qu'ils commettent souvent des erreurs d'appréciation. Nous pensons qu'il faut renouveler la vie de l'Eglise elle-même, essayer de changer la pensée de ces évêques dans un sens plus chrétien, plus engagé dans la réalité concrète. Monseigneur Romero a lui-même suivi une longue évolution avant de devenir l'évêque des pauvres et le martyr du peuple salvadorien. Nous pensons qu'il nous faut jouer un rôle toujours plus important afin que davantage de chrétiens apportent leur grain de sable pour éliminer la structure d'exploitation, que ce soit par une solution négociée ou par l'insurrection populaire, pour garantir les intérêts des pauvres, des dépossédés de notre pays.

■ **Au point de vue liturgique, comment les chrétiens des communautés vivent-ils leur foi ?**

— Nous avons mis l'accent sur le chant, sur la participation populaire. La liturgie est l'expression publique de la foi de la communauté et donc, si la communauté vit vraiment, si la foi n'est plus vécue comme une spiritualité coupée de la réalité sociale, cela doit se manifester dans la liturgie qui se renouvelle pour créer un "peuple de sacerdotés" comme le dit la Bible. Le rôle du prêtre est plus relatif, il est celui qui préside et non celui qui a le premier et le dernier mot. Il coordonne. Dans beaucoup de communautés, d'ailleurs, il n'y a pas de prêtre. Ce pays connaît une grande pénurie de prêtres. C'est alors le célébrateur de la Parole, un paysan, un homme ou une femme simples, qui essaie de garantir la plus grande participation de la population à la célébration.

Cette Eglise qui naît du peuple, de ses profondeurs, répond aux intérêts de ce même peuple. Ceux qui vivent l'exploitation, la répression, la mort, la torture, la disparition, célèbrent la cérémonie liturgique. Plus l'Eglise se détourne de cette réalité, plus la liturgie s'en détourne également et se transforme en un pur symbole, sans contenu réel. Dans la mesure où l'Eglise s'incarne dans la population, cette Eglise trouve sa chair chez le disparu, le mutilé, le combattant, les diverses expressions de souffrance et de lutte de notre peuple, avec un contenu profondément théologique : dans l'incarnation de Jésus-Christ et sa mort, qui est la mort de notre peuple, et sa résurrection qui progresse au fur et à mesure que nous gagnons de nouveaux espaces de liberté dans notre pays.

Tôt ou tard, nous remporterons la victoire qui sera une transfiguration. L'homme, la femme, seront transformés. Cela ne se terminera pas avec la prise de pouvoir, mais elle est la condition pour que la population arrive à un niveau minimum de bien-être dont elle est très loin aujourd'hui. Ce chemin sera long, mais il ne faut pas attendre que d'autres le fassent pour nous.

Après la résurrection de Jésus-Christ, les apôtres restaient les yeux au ciel dans l'espoir de le voir. Mais Lui s'approcha d'eux en leur disant : mais pourquoi regardez-vous le ciel ? Allez donc prêcher ma Parole. Et les apôtres comprirent et se mirent en chemin.

■ **Quelle est la participation aux communautés chrétiennes de base au Salvador ?**

— Il n'y a pas de statistiques. Cependant les *re poblaciones*, les villages réinvestis par leur population qui en avait été chassée par l'armée, représentent au minimum 40 000 personnes. Au fur et à mesure que le FMLN progresse, la population s'y accroît. Les communautés y sont établies de façon permanente.

Mais il faut aussi prendre en compte tous ceux qui ont acquis une conscience nouvelle, et donc les zones "sous contrôle" débordent très largement les lignes de démarcation géographiques. En ce sens, il existe des zones "sous contrôle" à San Salvador, la capitale.

Nous réfléchissons plutôt en termes de quantité et de qualité des luttes qui progressent. Ce n'est pas une simple question territoriale. Chaque Salvadorien qui prend une arme, ou occupe une rue, ou qui prend conscience de la nouvelle société qui approche, c'est bien plus important que la démarcation géographique.

■ **Peux-tu nous parler de la coordination que les CEB d'Amérique centrale et de Panama ont mise en place au niveau centro-américain ?**

— Dans chacun de nos pays, existe une expression de l'Eglise des pauvres, de l'Eglise populaire. Nous avons voulu mettre nos expériences en commun et développer la solidarité entre nous, au moyen de retraites, de formes de vie en commun des

responsables des CEB centro-américaines, et de publications communes qui décrivent la réalité de chacun de nos pays. Cela nous permet de comprendre que nous ne vivons pas des problèmes séparés, mais qu'il existe une réalité de l'oppression et de la libération dans cette région.

Nos communautés se veulent également ouvertes à l'ensemble de l'Amérique latine, et aux Eglises du monde entier. Nous sommes catholiques, dans le sens d'universels. Le christianisme doit se vivre selon la réalité de la lutte dans chacun des pays, mais en unité mondiale. Nous sommes œcuméniques, dans ce sens que nous sommes les catholiques, mais l'ensemble des croyants des diverses religions, et même au-delà tous ceux qui, sans avoir de religion, ont foi dans l'humanité et dans une société nouvelle, tous ceux-là sont aussi nos frères.

Nous avons publié en avril dernier, un document, intitulé "*Kairos centroamericano*". Il fut d'abord élaboré par les CEB nicaraguayennes, auxquelles se joignirent plus tard d'autres groupes d'Amérique centrale. *Kairos* signifie moment opportun, moment de grâce, moment culminant. En Amérique centrale, il existe aujourd'hui une situation nouvelle, exigeante, où se jouent la vie et la mort de millions de personnes, un nouvel avenir, une nouvelle espérance pour la communauté internationale. Nous refusons que cette espérance soit assassinée pour l'intérêt du grand capital ou du gouvernement des Etats-Unis.

Kairos est un appel à l'action, à chercher dans chacun des pays du monde ce qu'il faut faire pour que ne meure pas cette espérance qui a surgi en Amérique centrale. ■

Propos recueillis par Michel RAGUET et Eric TOUSSAINT; Novembre 1988



Le point de vue des militaires

DES LA PREMIERE élection de Ronald Reagan à la Maison-Blanche, ses conseillers mettaient l'accent sur les dangers que représentait, à leurs yeux, la théologie de la libération pour la domination américaine dans l'arrière-cour de l'empire. Huit ans plus tard, de ce point de vue, les choses n'ont guère changé. Le même groupe qui avait élaboré les thèses pour Reagan, a remis l'ouvrage sur le métier pour Bush en produisant un nouveau rapport, intitulé *Une stratégie pour l'Amérique des années 90*, appelé document de "Santa-Fé II". En bonne place parmi les méthodes utilisées par "la subversion marxiste" figure, de nouveau, la théologie de la libération : *"Pour les théoriciens marxistes, la méthode la plus prometteuse pour créer un régime étatiste à l'intérieur d'un milieu démocratique est de conquérir la culture de cette nation. (...) C'est dans ce contexte, qu'il faut comprendre la théologie de la libération : comme une doctrine politique déguisée en croyance religieuse avec une signification anti-papale et anti-libre entreprise destinée à affaiblir l'indépendance de la société face au contrôle étatique."*

La théologie de la libération faisait également partie des préoccupations des militaires latino-américains lors de leur XVIIe conférence, à Mar del Plata, en novembre 1987. Pour eux, ce n'est en effet qu'une des formes — particulièrement perverse puisque se dissimulant sous le langage religieux — que prend le Mouvement communiste international pour mettre à bas la démocratie.

Nous reproduisons ci-dessous des extraits du premier chapitre du document (confidentiel) élaboré par cette conférence.

DOCUMENT

A) les variantes marxistes de la théologie de la libération.

Sa Sainteté Jean-Paul II a exprimé à juste titre (21 décembre 1984) devant les cardinaux et les prélats de la Curie romaine, que la théologie de la libération utilise les souffrances des pauvres comme un prétexte

pour un nouveau "type d'oppression, parfois plus grave". Que la motivation dominante de l'action pastorale de l'Eglise catholique soit "l'option préférentielle pour les pauvres" ne

signifie pas qu'elle doive se "confondre avec une réduction des pauvres à des catégories abstraites socio-politiques ou économiques".

Pour nous, ces affirmations du pontife résument avec clarté, le style pastoral de l'action de l'Eglise en Amérique latine et la problématique doctrinaire suscitée par les déviations du sens qui anime la proposition engagée dans cette action. Notre exposé prétend aider à la compréhension de ce phénomène et, en même temps, mettre en lumière la vigueur d'un mode plus subtil et plus étayé de pénétration du Mouvement communiste international (MCI).

1) Caractéristiques générales a) les aspects historiques

Le mouvement théologique que nous connaissons sous le nom de théologie de

la libération (TL) rassemble des intérêts, des objectifs et des activités d'un vaste secteur de l'Eglise catholique et, en bonne partie, de noyaux importants du protestantisme. Ce mouvement est né à la fin des années 60, comme une réponse aux inquiétudes qui, surtout en matière pastorale et sociale, sont aux origines du Concile Vatican II, dont les recommandations furent adaptées et appliquées aux réalités et aux besoins de l'Amérique latine par les évêques latino-américains, pour les tâches pastorales lors de l'assemblée de Medellín (CELAM, Colombie, 1968) et des rencontres qui l'ont suivie.

Pour répondre à de tels enjeux, ce courant s'est étendu à d'autres pays du Tiers-monde. Cela ne signifie pas que les catégories ou les modalités de pensée qui lui servirent de base pour élaborer cette position soient nées de la réalité analysée. Au contraire, elles emploient, en général hors du contexte, des catégories européennes de pensée, comme nous le verrons plus loin.

La première des tentatives, importante et systématique, de mise en ordre conceptuelle du contenu de la nouvelle réflexion théologique dans les termes qui furent plus tard remis en question par la Congrégation pour la doctrine de la foi, fut la conférence de juillet 1968, organisée par la Rencontre nationale du mouvement sacerdotal ONIS (Organisation nationale indépendante des prêtres), à Chimbote (Pérou), par le prêtre et théologien Gustavo Gutierrez sur le thème "Pour une théologie de la libération". En 1971, ce même prêtre publiait un livre intitulé "Théologie de la libération", lequel a servi de base à de nouveaux développements doctrinaux sur la question. Depuis sa publication, le livre de Gutierrez a connu dix éditions en langue espagnole et a été traduit en de nouvelles langues, créant un mouvement autour de ce thème qui eut des répercussions dans quasi tous les pays du Tiers-monde à population catholique ou chrétienne et dans certains cercles théologiques et politiques importants d'Europe, y compris au Vatican.

Déjà, la IIIe Conférence générale de l'épiscopat latino-américain (1979) lançait un avertissement sur "le risque d'idéologisation auquel s'expose la réflexion théologique, quand elle se réalise à partir d'une praxis qui recourt à l'analyse marxiste" et concluait à ce sujet que "les conséquences en sont une politisation totale de l'existence chrétienne, la dissolution du langage de la foi dans celui des sciences sociales et le vide de la dimension transcendantale chrétienne du salut". (Document de Puebla).

Beaucoup des nouvelles élaborations théologiques avaient donné lieu à des confusions doctrinales, au soutien explicite des méthodes violentes pour modifier les graves problèmes structurels socio-économiques et à l'émergence, dans les milieux chrétiens, de l'idée de la nécessité d'opérer ces changements sur la base de l'instru-





mentalisation par la subversion marxiste en vue de rendre effectives ses propositions.

La cristallisation des dérives politico-idéologiques, impliquée par l'élaboration de ces points de dé-

part radicalisés de la TL, fut rapidement illustrée par la manipulation que le régime nicaraguayen en fit. Cette distorsion qui, de plus, favorise l'instauration de magistères parallèles et rompt l'unité doctrinale et institutionnelle de l'Eglise, fut condamnée successivement par différents organes et documents ecclésiastiques du pays et du continent et par le pape lui-même en différentes occasions (voir entre autres, les conclusions de la rencontre de théologie de Managua, du 8 au 16 septembre 1980).

b) éclaircissement de certains aspects conceptuels

En soi, l'expression théologie de la libération ne constitue pas un motif de remise en question. Très certainement, le thème de la libération et la réflexion théologique centrée sur cette question ont des bases bibliques et s'insèrent parfaitement dans la plus authentique tradition apostolique et le magistère de l'Eglise.

Ce qui nous intéresse dans les effets de cette théorisation, c'est la systématisation conceptuelle qui tord intentionnellement l'orientation du magistère, appuyée sur "*l'option préférentielle pour les pauvres*", en examinant le thème biblique de la libération, la liberté et l'urgence de la nécessité de sa réalisation pratique, par l'emploi de structures de pensée ou de catégories d'analyse non-chrétiennes, voire même dans certains cas, farouchement anti-chrétiennes. Dans ce sens, certaines lignes de réflexion de la théologie de la libération identifient le message chrétien avec le projet marxiste de libération : y sont assumées de façon acritique, les variables d'analyse de cette idéologie comme "*une méthodologie scientifique*" et sur ces bases-là est élaborée la nouvelle lecture théologique. Alors qu'il est juste du point de vue doctrinal de faire la lecture de la politique à partir de l'Evangile, c'est-à-dire à partir de la foi même, on ne peut faire l'inverse.

Le document de Puebla confirme notre appréciation et ajoute, faisant référence à ces groupes, que la "*tentation est d'identifier le message chrétien avec une idéologie et de l'y soumettre, invitant à une lecture de l'Evangile à partir d'une option politique*" (voir également le discours inaugural de Jean-Paul II)

L'interprétation de ce type de théologie de la libération a transformé cette "*option préférentielle pour les pauvres*" en un concept éloigné du sens de la foi, conforme à la conception marxiste de la "*lutte des classes comme chemin vers une société sans classes*", vidant ainsi de leur sens tous les contenus christologiques, ecclésiastiques et pastoraux fondamentaux. De cette façon,

cette modalité de réflexion théologique réduit, entre autres, la figure de Jésus à une espèce de leader politique et social, et établit au sein de l'Eglise, la contradiction dialectique propre au marxisme, avec le choix entre Eglise populaire et Eglise hiérarchique, comme représentation de la lutte entre opprimés et oppresseurs. C'est de ce point de vue que l'on identifie, comme nous l'avons vu, l'être chrétien avec un militantisme partidaria déterminé et la participation effective à la lutte pour imposer un nouvel ordre social, qui n'est rien d'autre que celui qui est préconisé par le socialisme marxiste.

2) Schémas des différents courants de la théologie de la libération

Il existe différentes classifications de la théologie de la libération. Elles prétendent toutes mettre en lumière et distinguer les éléments substantiels qui nourrissent une réflexion théologique authentique et nécessaire qui sert à l'élaboration et l'exécution d'une pastorale adaptée aux enjeux sociaux et politiques actuels.

Autre point commun de ces classifications, c'est qu'en règle générale, leurs auteurs répondent à une vocation inspirée par l'unité de l'Eglise et de son magistère. On peut donc dire que ce sont là des tentatives pour dépasser les déviations doctrinales produites par les premières élaborations.

Le critère classificatoire qui les anime est la distinction fondamentale entre les courants de la TL, dont le point de départ est le "religieux" ou "l'expérience du sacré" et ceux qui mettent l'accent et la motivation initiale sur le "politico-social" ou sur les "déterminations du profane" et qui, en conséquence, se sont transformés en canaux effectifs de diffusion et d'endocrinement philomarxiste. Ces derniers furent condamnés à plusieurs reprises par divers organismes et secteurs ecclésiastiques. Ils constituent, dans le cadre de cette analyse, ce que nous appelons les "variantes marxistes de la théologie de la libération" (voir, entre autres documents, celui produit par l'équipe de réflexion théologique pastorale du CELAM, Bogota, novembre 1973). (...)

3) La réponse de l'Eglise

L'Eglise a éclairci les termes de la querelle suscitée en son sein et a réorienté la réflexion théologique et l'action pastorale, fondamentalement dans deux instructions pastorales qui, comme nous l'avons dit, ont été rédigées par le Cardinal Ratzinger et avalisées par sa Sainteté Jean-Paul II. (...)

4) Conclusion de cette modalité d'action

Comme nous le savons tous, depuis Medellin, l'application de la thématique biblique de la libération aux réalités sociales de l'Amérique latine et du Tiers-monde, a une résonance politique de grande importance du fait de l'incidence du rôle de l'Eglise dans cette région du monde.

De là vient que les différents groupes de

pouvoir et, particulièrement, le marxisme dans ses diverses composantes, se soient mobilisés pour accentuer les nuances, approfondir les condamnations et les divisions.

Du point de vue ecclésial, si cela constitue bien une réalité temporelle incontournable, dans la mesure où l'Eglise est aussi une institution du monde, elle est loin de s'épuiser dans la relativité de cette réalité.

En principe, et à notre avis, il s'agit fondamentalement de distinguer l'exercice habituel de l'évêque (qui est le responsable de la vigilance de la foi, représentée à son point le plus élevé par le pape) de toute instrumentalisation idéologique produite par les intérêts existant dans et hors de l'Eglise.

Indubitablement, le Mouvement communiste international, très au fait de la possibilité de rendre plus vulnérable le facteur de pouvoir et la source des valeurs qu'est l'Eglise, a accentué les contradictions dans ce qu'il nomme le "front religieux". Les querelles créées par la nouvelle réflexion théologique, grossies intentionnellement ou par négligence, par les moyens de communication sociale, constituent le climat adéquat et le point d'inflexion propice pour la pénétration marxiste de la théologie et de la praxis catholiques et, en général, chrétiennes. Les contradictions furent accentuées tant au niveau strict de la doctrine que dans l'accent mis en permanence sur l'affrontement entre "hiérarchie" et "base". L'un des produits les plus élaborés de cette tendance est ce qu'on appelle la "théologie nicaraguayenne" qui fut le motif de jugements critiques réitérés du secrétariat général du CELAM de sa Sainteté Jean-Paul II.

La stratégie de Rome pour faire face à cette action de pénétration marxiste, qui vide de sa substance les vérités de la foi, et de désarticulation des structures ecclésiastiques, s'est canalisée à travers la ferme action pastorale du Pape lui-même et des deux instructions du Cardinal Ratzinger. On peut considérer que la première action du Vatican fut de dénoncer et de condamner le mélange avec le marxisme qui, subtilement, tend à mettre en place la modalité gramscienne de formation d'une nouvelle conscience prolétarienne, approfondissant les antagonismes et les déviations.

Postérieurement, dans sa seconde action, il affirme positivement ce que nous pourrions appeler le "noyau" de la théologie de la libération, sur la base de l'expérience historique du salut de l'Eglise universelle.

C'est là une parfaite séparation entre l'essentiel, qui doit être assumé, et l'instrumentalisation marxiste, qui doit être rejetée. ■

Mar del Plata,
Novembre 1987



Où va l'OLP ? (II)

L'Etat, l'OLP et les révolutionnaires

LE 15 NOVEMBRE 1988 restera, dans l'histoire, la date à laquelle fut proclamé un Etat palestinien dans les territoires occupés par Israël en 1967, soit près de 20% de la superficie de la Palestine. Mais aussi la date à laquelle l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) — créée en 1964 pour, comme son nom l'indique, libérer les 80% du territoire palestinien sur lesquels s'était établi par la force l'Etat sioniste, depuis 1948 — a officiellement accepté les résolutions 181 (1947) et 242 (1967) de l'ONU. Autrement dit, la date à laquelle l'OLP a reconnu l'Etat d'Israël et son "droit de vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues" sur les quatre cinquièmes de la Palestine (1).

Salah JABER

QUELQUES HEURES après la clôture de la dernière session du Conseil national palestinien (CNP), le 15 novembre, Georges Habache, chef du Front populaire (FPLP), principale fraction de gauche de l'OLP et deuxième organisation palestinienne en importance après le Fath de Yasser Arafat, convoquait une conférence de presse. Il y expliqua que son mouvement restait dans l'OLP, malgré son désaccord avec la résolution politique du CNP, "pour préserver l'unité nationale". Conscient de la faiblesse de l'argument en soi, Habache ajouta qu'il était persuadé, en tout cas, que la nouvelle politique de la droite palestinienne ne mènerait à rien. "Franchement, nous ne craignons plus qu'un règlement américain ou israélien ait lieu, car le plafond d'un tel règlement ne saurait être accepté par quelque Palestinien que ce soit, fût-il de gauche ou de droite".

Un vieux prétexte

Le prétexte est éculé. Il y a quinze ans, la gauche du Fath l'utilisait déjà pour justifier sa veulerie face à la direction de son organisation, qui avait opté, de fait, pour un règlement négocié avec l'Etat sioniste (2). A la même époque, le FPLP de Georges Habache polémiquait contre ce prétexte et se retirait des instances dirigeantes de l'OLP, pour mener une bataille politique contre le bloc hégémonique. Et voici que, tant d'années plus tard, au sortir d'une session tristement historique du CNP, où celui-ci s'est plié aux exigences américaines pour une participation de l'OLP au processus du règlement négocié, Habache a recours à l'argument qu'il avait lui-même combattu, à l'époque où l'excuse était beaucoup plus crédible qu'aujourd'hui. Mais jugeons sur pièces : quel est le "plafond" du règlement, vu des Etats-Unis et d'Israël ?

Du côté de Washington, d'abord. Ronald Reagan, discours-plan du premier septembre 1982 : "Je demande au peuple pa-

lestinien d'accepter le fait que ses propres aspirations politiques sont inextricablement liées à la reconnaissance du droit d'Israël à un avenir sûr... La meilleure chance de parvenir à une paix stable, durable et juste est d'instaurer un autogouvernement des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, en association avec la Jordanie... Le conflit israélo-arabe devra être résolu par des négociations portant sur un troc : des territoires en échange de la paix... La résolution 242 de l'ONU reste la pierre angulaire des efforts accomplis par l'Amérique...".

A la fin de 1988, le plancher des positions de l'OLP, qui ne cesse de s'affaïsser, avait déjà rejoint pour l'essentiel ce plafond du règlement vu de Washington. Certes, des nuances subsistent : le plan Reagan préconisait un "autogouvernement" palestinien associé à la Jordanie, là où la résolution politique du dernier CNP parle d'Etat palestinien (le terme "indépendant" n'y figure plus, comme par hasard) confédéré avec la Jordanie. Les juristes apprécieront ; cependant, le roi Hussein lui-même a déjà tranché le débat, en détachant officiellement la Cisjordanie de son royaume, le 31 juillet 1988.

La question du retrait israélien

Y aurait-il un désaccord sur le cadre des négociations, au delà de l'accord sur leur principe ? Ce n'est plus le cas d'après Arafat, qui expliquait récemment à l'organe officiel de son mouvement (*Al-Yom Assabe* du 2 janvier 1989) qu'une entente avait été conclue entre Moscou et Washington pour que la Conférence internationale se réunisse en session ouverte ("on going") et se subdivise en commissions bilatérales. Le chef de l'OLP laissait clairement comprendre qu'il considérait ne plus avoir de divergence avec les Etats-Unis à ce sujet.

Qu'en est-il alors de la question, certes fondamentale, du retrait israélien ? Le gou-

vernement américain s'est toujours prononcé, dans le cadre de la résolution 242, pour l'échange : paix contre territoires occupés en 1967, sans jamais spécifier que le retrait israélien devait être total. En fait, Washington laisse délibérément la question dans le vague pour pouvoir arbitrer d'éventuelles négociations entre Arabes et Israéliens, comme ce fut le cas à Camp David. Le plan Reagan de 1982 se contentait d'affirmer que, lors des négociations, il sera possible pour les Etats-Unis de juger "dans quelle mesure on pourra demander (à Israël) de renoncer à des territoires", en fonction de ce qui sera proposé en retour.

Le plan Allon

Washington se réservant donc le rôle de l'arbitre, sur cette question du retrait, la balle est dans le camp d'Israël. Les sionistes éclairés, menés par le chef du Parti travailliste, Shimon Pérès, se sont toujours situés dans le cadre de la résolution 242 et de ses principes de base défendus par le gouvernement américain. Au début des années 70, un des ténors du travaillisme sioniste, Ygal Allon, décédé depuis lors, élaborait un plan de règlement avec la Jordanie, qui prévoyait le retrait d'Israël de la majeure partie de la Cisjordanie. Devaient y être maintenues des colonies et des bases militaires en des points stratégiques, notamment le long du Jourdain considéré comme frontière de sécurité intangible de l'Etat sioniste (la notion de "frontières sûres" contenue dans la

1) Dans la première partie de cet article, publiée dans le numéro précédent d'*Inprecor*, nous avons décrit la trajectoire qui conduisit la direction du Fath et de l'OLP, en vingt ans, du maximalisme nationaliste à la capitulation politique devant les Etats-Unis et leur protégé sioniste.

2) A l'époque, les trotskystes sur le terrain rétorquaient : "l'échéance du 'règlement pacifique' peut être brève ou longue, mais il serait absurde de bâtir une ligne politique sur l'hypothèse de l'impossibilité de ce règlement. Ceux qui adoptent cette hypothèse, y trouvent un prétexte confortable pour n'entreprendre aucune action contre le "règlement pacifique" et ceux qui s'y préparent" (*Al-Mounadel*, Beyrouth, numéro 30, mars-avril 1975).



résolution 242 se prête à ce type d'interprétation).

Depuis, l'adhésion des travaillistes au principe du retrait (certes partiel) s'est trouvée renforcée : non par de "nobles" raisons, mais par la crainte du "péril démographique" arabe ; crainte qui, à son tour, s'est trouvée considérablement amplifiée par l'intifada, dans laquelle Pères a pu voir une illustration des thèses de son parti. Le 30 décembre 1987, trois semaines après le début du soulèvement, il sonnait l'alarme : en l'an 2 000, affirmait-il publiquement, "la population comprise entre la Méditerranée et le Jourdain (Cisjordanie et Gaza inclus) sera composée à 45% d'Arabes et à 55% de Juifs", car le taux de natalité des premiers est "le double du nôtre". Deux mois plus tard, le numéro deux du Parti travailliste, Itzhak Rabin, ministre de la Défense et à ce titre, principal responsable de la répression du soulèvement, faisait cet aveu : "Au cours de ces deux derniers mois, j'ai appris... qu'il est impossible de gouverner par la force un million et demi de Palestiniens" (Le Monde du 25 février 1988).

Gangrène morale

En effet, outre le pesant fardeau économique qu'elle constitue pour l'Etat d'Israël et la dégradation de son image de marque qu'elle a suscitée mondialement — deux conséquences néfastes pour le système de "sécurité" israélien —, l'intifada représente un handicap direct et sérieux pour l'armée sioniste elle-même. Elle mobilise plusieurs milliers de soldats pour des tâches de répression de manifestations populaires qui rebondissent sans cesse. Il en résulte non seulement la "diversion" d'une part appréciable du potentiel militaire israélien, mais aussi, et surtout, une gangrène morale qui se répand dans les rangs de l'armée sioniste. Bien que beaucoup plus ancienne que celle du Liban, qui s'était achevée en quasi-débâcle, l'occupation des territoires de 1967 devient à son tour, depuis l'intifada, de plus en plus lourde à assumer.

Il n'est donc pas surprenant de constater que les plus chauds partisans du retrait se trouvent, aujourd'hui, au sommet de la hiérarchie militaire israélienne. En mars 1988, un groupe de généraux israéliens en retraite (libres d'agir politiquement) fondaient le Conseil pour la paix et la sécurité. Parmi eux : Yariv, ancien chef du Mossad ; Sneh, ancien administrateur de la Cisjordanie ; et Orr, ancien commandant en chef de la région Nord et donc, des troupes d'occupation israéliennes au Liban. Très vite, le Conseil regroupera plus de 30 généraux de division et plus de 100 généraux de brigades, soit près de la moitié des officiers généraux retraités d'Israël. Orr : "Nous sommes tous d'accord pour estimer que l'occupation devrait prendre fin parce que son maintien représente un danger plus grave

pour notre sécurité que sa fin" (Le Monde du 2 juin 1988). C'est aussi précis que concis. Sneh ajoute : "La plupart des officiers supérieurs, de Shomron (le chef d'état-major) en allant vers le bas, préféreraient un retrait partiel d'une Cisjordanie démilitarisée au "Grand Israël" de Shamir" (Newsweek du 6 juin 1988).

Démilitarisation et retrait partiel : deux éléments clés du "plafond" du règlement vu d'Israël. Ben Gal, autre membre du Conseil des généraux : "Nous voulons une Cisjordanie démilitarisée ; nous voulons conserver le contrôle de son espace aérien, disposer de stations d'alerte électronique, d'une présence militaire sur le versant oriental de la ligne de crêtes qui domine le Jourdain, lequel, en tout état de cause, resterait la frontière militaire" (Le Monde du 19 octobre 1988). Pour Gaza, le problème est beaucoup plus simple : le secteur est en-

toutefois, de plus en plus intenable, non seulement à cause de l'intifada, mais aussi en raison de son isolement total sur le plan international. Si Pères a accepté de renouveler son accord de gouvernement avec le Likoud, en décembre, ce n'est qu'à titre provisoire, en attendant que la passation des pouvoirs entre Reagan et Bush soit achevée et que l'administration américaine soit de nouveau en mesure d'intervenir activement. Alors, Shamir, qui a déjà commencé à mettre un peu d'eau dans son vin, sera obligé de se plier ou d'aller à de nouvelles élections.

"Une vaste blague"

L'argument du Likoud, selon lequel si Israël "abandonnait la Judée et la Samarie" (noms bibliques de la Cisjordanie), il en résulterait un grave danger pour la sécurité de l'Etat sioniste, ne tient pas compte des conditions fixées par les travaillistes pour le retrait. C'est pourquoi il est tout à fait creux. Le chercheur américain, Jérôme Segal, ami et conseiller d'Arafat et chaud partisan de l'Etat palestinien, y répondait ainsi dans Newsweek (12 septembre 1988) : "C'est une vaste blague. Nous parlons d'une zone minuscule et démilitarisée qui n'a pas d'accès au monde extérieur, excepté à travers deux Etats hostiles et méfiants qui l'entourent complètement — Israël et la Jordanie".

L'ancien ministre israélien (travailliste) des affaires étrangères, Abba Eban, abonde dans le même sens pour réfuter les thèses du

Likoud. Il compare, dans le New York Times (2 janvier 1989), les moyens d'Israël et ceux de l'OLP. D'une part, "3 800 chars, 682 avions dotés d'une imposante capacité de bombardement, des milliers de pièces d'artillerie et de missiles, et une redoutable capacité électronique" ; de l'autre, "zéro char et avion, quelques armes à feu et aucun missile" avec "une variété de grenades, mortiers, pierres et bouteilles". Eban conclut, à juste titre : "une entité dirigée par les Arabes dans une importante partie de la Cisjordanie et de Gaza, ou un Etat séparé, ou de préférence en confédération avec la Jordanie, serait la plus faible entité militaire sur la terre".

Les limites du "plafond" israélien du règlement — retrait partiel et démilitarisation des zones évacuées — sont-elles inacceptables pour la direction du Fath-OLP, comme l'affirmait Habache ? En ce qui concerne le retrait, il est vrai que même la résolution politique du dernier CNP parle de "tous les territoires palestiniens et arabes occupés depuis 1967". Tout aussi vrai que lorsqu'on s'apprête à un marchandage, on réclame le maximum ; comme font tous les Etats arabes, y compris la Jordanie et l'Egypte, pour lesquels le retrait total est, officiellement, un principe intangible.

Mais à la question "y aura-t-il de nou-



tièrement coincé entre Israël, la mer et le désert égyptien du Sinaï, lui-même démilitarisé en vertu des accords de Camp David.

Le refus du Likoud

Autre différence majeure entre les deux territoires : il n'y a, à Gaza, que près de 2 000 colons israéliens, contre environ 70 000 en Cisjordanie, dans 124 colonies que même les sionistes les plus "modérés" n'envisagent pas de démanteler toutes. Ces différences expliquent pourquoi Pères s'est prononcé, à plusieurs reprises, pour une évacuation totale de Gaza, alors que pour la Cisjordanie, il ne préconise qu'un retrait des parties "où existe une claire majorité d'Arabes". Ben Gal est plus précis : "On peut rendre 100% de Gaza et 85% de la Cisjordanie".

Certes, il subsiste une fraction importante de l'électorat et de l'establishment politico-militaire en Israël qui rejette l'idée même du retrait. Le Likoud, mené par Itzhak Shamir, se cramponne obstinément aux accords de Camp David ; c'est-à-dire, selon son interprétation de ces accords, à l'octroi d'une "autonomie" administrative aux habitants arabes des territoires de 1967, en maintenant ces territoires sous occupation israélienne. Cette position est,

velles concessions palestiniennes en cas de réunion de la Conférence internationale ?", Abou Iyad, le numéro deux du Fath-OLP, généralement plus franc qu'Arafat, répondait ainsi, après le dernier CNP, dans l'organe officieux de son mouvement : "Toute solution qui ne comporte pas un Etat est inacceptable... Après quoi, l'affaire devient moins compliquée. Toute négociation portera sur des questions pratiques, telles que la délimitation des frontières, les relations, etc. Je dois rappeler, ici, que tout le sol palestinien est occupé. Si donc notre direction parvenait à arracher une partie du territoire palestinien et y proclamer une identité arabe palestinienne, ce serait très bien" (*Al-Yom Assabeh* du 28 novembre 1988).

La démilitarisation

Quant à la démilitarisation, l'affaire est encore moins compliquée. Dans la mesure où la résolution 242, maintenant acceptée par l'OLP, prévoit déjà "l'établissement de zones démilitarisées" ; et où la direction de l'OLP a elle-même brisé, la première, le boycott arabe officiel de l'Egypte et établi une coordination étroite avec le régime de Moubarak, sans exiger qu'il répudie le traité de paix conclu avec Israël en 1979, et fondé sur le principe de la démilitarisation du territoire égyptien évacué par l'armée sioniste, la direction Arafat n'aura aucun mal, le moment venu, à se contenter d'une stricte limitation par Israël des catégories d'armes autorisées en Cisjordanie et à Gaza.

Il ne s'agit certes pas de restreindre l'armement palestinien aux couteaux de cuisine. La démilitarisation ne signifie pas, même dans le Sinaï égyptien, l'interdiction de toute arme à feu. Bien au contraire, l'intérêt de l'Etat sioniste est que l'autorité qui lui succède, dans les zones qu'il évacue, soit en mesure d'y assurer "les fonctions normales de police" (traité égypto-israélien) pour garantir que "tout acte ou menace de belligérance, d'hostilité ou de violence ne provienne pas de, ou ne soit pas commis dans son territoire, ou par toutes forces soumises à son contrôle, ou stationnées sur son territoire" (idem). L'autorité qui succéderait à l'armée israélienne, dans les zones qu'elle évacuerait éventuellement en Cisjordanie et à Gaza, sera certainement autorisée à se doter, comme dans le Sinaï, d'une force de police équipée d'armes légères.

Prétendre donc que la droite palestinienne, après le dernier CNP, ne saurait accepter le "plafond" du règlement israélo-américain ; croire qu'après avoir décidé de tirer le vin, elle refusera de le boire ; c'est se repaître d'illusions. Mais au-delà du caractère illusoire de ce réconfort moral que Georges Habache cherche à se procurer, il faut se poser la véritable question, celle qu'il tente, en quelque sorte, d'esquiver : quelles sont les concessions inacceptables ? En quoi consistent réellement la trahison de la cause nationale palestinienne et la capitulation devant le sionisme et l'impérialisme ?

La réponse ne se trouve pas là où le chef du FPLP semble la situer : ni dans le ca-

ractère partiel du retrait, ni dans la démilitarisation. Commençons par cette dernière. Existe-t-il une seule personne assez sottise ou naïve pour croire que l'Etat sioniste admettra, en cas de retrait de ses troupes de Cisjordanie et de Gaza, que les habitants de ces territoires, insérés dans son flanc, puissent se doter à leur guise de missiles, d'avions et de chars d'assaut ? La configuration du terrain et les rapports de forces étant ce qu'ils sont, seule une défaite militaire décisive de l'Etat sioniste — dont ce n'est pas demain la veille — pourrait assurer aux Palestiniens une souveraineté sans entraves, ne serait-ce que sur une petite partie de leur territoire. Qui pourrait donc leur reprocher de se contenter, certes provisoirement, du retrait de l'armée israélienne des territoires de 1967, sans être en mesure de la remplacer par une véritable armée palestinienne ? Ce serait vouloir renvoyer ce retrait aux calendes grecques.

Maximalisme et réalisme

Le même raisonnement peut s'appliquer au retrait partiel. Dès lors que l'on récuse la logique maximaliste du "tout ou rien", dès lors que l'on affirme la nécessité de médiations tactiques et d'objectifs transitoires, "toute la Cisjordanie ou rien" n'est pas plus valable que "toute la Palestine ou rien". Or, c'est une évidence que les masses de l'intifada, quelle que soient l'ampleur et la durée de leur lutte, ne sont pas en mesure d'obtenir plus que l'évacuation par l'armée sioniste des zones où elles sont concentrées. Pour déloger les colonies sionistes situées en bordure ou à l'extérieur de ces zones, et à plus forte raison les bases militaires, il faudrait bien plus qu'un soulèvement ; il faudrait une guerre de mouvement, que les armées arabes réunies ne sont pas aujourd'hui capables de gagner, à supposer qu'elles aient l'intention de la mener.

Il est donc parfaitement correct et légitime que la Direction unifiée de l'intifada ait mis en avant, dans plusieurs de ses communiqués, depuis les tout premiers, ce qu'elle a appelé elle-même des revendications "immédiates", dont celle-ci : "retrait de l'armée des villes, des camps et des villages". Ce même objectif immédiat figure, au côté de l'objectif de nature transitoire du retrait total des territoires occupés en 1967, dans le communiqué numéro 26 de la Direction unifiée (voir le numéro précédent d'*Inprecor*), dans cette formulation : "retrait de l'armée des agglomérations palestiniennes".

Chercher à obtenir par la lutte la réalisation de cet objectif là, tout en sachant que les zones évacuées resteront inévitablement sous la surveillance militaire étroite d'Israël, ce n'est pas une capitulation, c'est du réalisme révolutionnaire. Réalisme, car l'objectif est possible à atteindre au moyen de l'intifada : le seul fait qu'une fraction décisive de la hiérarchie militaire sioniste soit parvenue, sous la pression du soulèvement et en l'absence de toute offre de

contrepartie, à la conclusion qu'il est nécessaire, pour des raisons de sécurité, de retirer l'armée israélienne des zones de peuplement arabe, c'est-à-dire de Gaza et de la majeure partie de la Cisjordanie — ce seul fait est la meilleure preuve de l'accessibilité de l'objectif.

Une conquête partielle

Certes, il s'agirait là d'une conquête très partielle : la libération incomplète (souveraineté limitée) d'une petite portion du territoire de la Palestine ; en quelque sorte, le passage des habitants de cette portion, du régime carceral à celui de la résidence surveillée. Le gain serait néanmoins appréciable pour ceux qui subissent l'occupation. Une direction révolutionnaire palestinienne serait tout à fait fondée à se fixer cet objectif immédiat et accessible par la lutte, tout en se battant sous la bannière de la revendication transitoire : retrait total et inconditionnel de l'armée sioniste des territoires occupés en 1967. Une telle direction viserait, à court terme, à transformer Gaza et les régions peuplées de Cisjordanie en "zones libérées", administrées par les "comités populaires" nés de l'intifada, et qui en constituent l'expression organisationnelle directe.

Mais un gain partiel, tout ce qui s'assimile en fait à un compromis, n'est légitime, d'un point de vue révolutionnaire, que s'il n'est pas contradictoire avec la poursuite de la lutte pour l'objectif final ; que s'il s'agit, comme disait Lénine, d'un "compromis qui ne diminue en rien chez ceux qui l'ont conclu le dévouement révolutionnaire et la volonté de continuer la lutte" (*Le gachisme*). Car il ne suffit pas de citer Lénine sur la nécessité des compromis, comme le font les staliniens du FDLP de Nayef



Hawatmeh. Il faut aussi tenir compte de sa mise en garde contre ceux qui "s'imaginent qu'il suffit d'admettre les compromis en général pour que toute limite soit effacée entre l'opportunisme, contre lequel nous soutenons et devons soutenir une lutte intransigeante, et le marxisme révolutionnaire ou le communisme. (...) Il faut savoir discerner, dans les questions de politique pratique..., celles où se manifestent les compromis les plus inadmissibles, les compromis de trahison, incarnant l'opportunisme funeste à la classe révolutionnaire, et consacrer tous les efforts pour les révéler et les combattre" (idem).

Le compromis de trahison

Dans le cas de "politique pratique" que nous discutons ici, le compromis inadmissible, le "compromis de trahison", ne consiste pas, comme nous l'avons expliqué, dans le caractère forcément partiel et limité du gain aujourd'hui accessible aux Palestiniens. Le "compromis de trahison", la capitulation, consiste dans la renonciation en échange de ce gain — et sans raison aucune, par ailleurs, au moment où la lutte palestinienne est à son apogée — à la "volonté de continuer la lutte" pour l'objectif fondamental, pour la réelle autodétermination du peuple palestinien dans son ensemble, qui passe par la destruction de l'Etat sioniste intrinsèquement fondé sur l'oppression de ce peuple ; pour la destruction de cet Etat que le préambule de la résolution politique du dernier CNP décrit, lui-même encore, comme un "Etat fasciste raciste colonialiste, fondé sur l'usurpation du sol palestinien et l'extermination du peuple palestinien" !

Or, le texte de la proclamation de l'Etat palestinien, adopté à l'unanimité par ce même CNP, se fonde sur la résolution 181 de l'ONU, c'est à dire sur la reconnaissance de la légitimité de l'Etat sioniste, et "rejette la menace de la force, ou de la violence ou du terrorisme, ou leur utilisation contre sa propre intégrité territoriale... ou celle de tout autre Etat". La résolution politique, adoptée à la majorité des voix du CNP contre une petite minorité incluant le FPLP, n'a fait que mettre les points sur les i, étant donné que la proclamation se fonde également sur "la légitimité internationale incarnée dans les résolutions de l'ONU depuis 1947". Celles-ci comprennent, non seulement la résolution 181, mais aussi la résolution 242 acceptée explicitement par la résolution politique. C'est-à-dire, faut-il le rappeler, que l'OLP s'engage, en échange d'un retrait israélien "de territoires occupés" en 1967 (sans même spécifier l'étendue du retrait), à cesser "toutes revendications (claims) ou états de belligérance" et à reconnaître l'Etat d'Israël et son "droit de vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces ou d'actes de force", avec "l'établissement de zones démilitarisées".

En somme, la direction de l'OLP a commencé à exécuter le plan d'action préconisé, il y a huit mois, par son conseiller américain déjà cité, Jérôme Segal, dans *The Washington Post (International Herald Tribune)* du 27 mai 1988. Premières étapes de ce plan : l'OLP proclame l'Etat de Palestine en Cisjordanie et à Gaza — c'est fait (3) ; elle se transforme en gouvernement provisoire — mesure reportée, pour le moment ; elle promulgue la "loi numéro un" proclamant : "l'Etat de Palestine se déclare en paix avec l'Etat d'Israël" et "n'aura pas d'armée"; ainsi que la "loi numéro deux... interdisant tous les actes de terrorisme et instituant des sanctions en cas de violations". L'essence de ces deux "lois" est déjà contenue dans la résolution 242.

Ce qui fait de l'Etat auquel se prépare la direction de l'OLP un bantoustan, ce n'est ni sa superficie en soi, ni même le fait qu'il sera sous surveillance. C'est le fait que ce sera un Etat sous tutelle, un Etat dont le gouvernement aura pour tâche primordiale de réprimer toute velléité des Palestiniens de poursuivre la lutte armée contre l'Etat qui a expulsé la grande majorité d'entre eux de leurs terres, par la force des armes. Le moyen principal pour lequel l'OLP a opté est tout à fait adapté à cette fin, et uniquement à celle-ci. Rien d'autre ne peut résulter, en effet, de négociations directes avec Israël, dans le cadre d'une Conférence internationale sous l'égide des grandes puissances, dont seule la résolution 242 — élaborée par ces mêmes puissances — pourrait être la base. Il en découle que le "compromis de trahison" en ce qui concerne la direction de l'OLP n'est pas une hypothèse future invraisemblable, comme le disait Georges Habache pour se justifier, juste après le dernier CNP ; mais bien un choix déjà fait par ce même CNP, explicitement, et qui était implicite depuis le CNP de 1983 (voir le numéro précédent d'*Inprecor*).

Exiger la reconnaissance

Est-ce à dire qu'il faille s'abstenir d'exiger la reconnaissance de l'Etat palestinien par les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait ? Nullement, car l'important à cet égard est l'impact sur la lutte des masses de l'intifada. Celles-ci n'ont voulu voir, en majorité, dans la proclamation du CNP que

l'aspect "déclaration d'indépendance"; c'est cela qu'elles ont célébré et qui les a galvanisées. Leur revendication d'un Etat palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza est juste et doit être soutenue. Une des formes du soutien est, aujourd'hui, la lutte pour la reconnaissance de cet Etat par les gouvernements, immédiatement et sans conditions d'aucune sorte telles que la "sécurité" d'Israël, etc. Car plus les masses de l'intifada auront le sentiment que l'heure de leur délivrance approche, notamment en raison de l'accroissement de la pression internationale sur Israël et les Etats-Unis, plus elles seront déterminées à poursuivre leur lutte sans relâche.

Toutefois, à l'inverse de Moscou qui a soutenu la proclamation de l'Etat sans reconnaître celui-ci formellement (sous de vains prétextes juridiques), nous luttons pour la reconnaissance formelle de l'Etat palestinien, sans approuver, pour autant, le texte de la proclamation adopté par le CNP. Au contraire, le soutien à la lutte du peuple palestinien doit rester, plus que jamais, articulé autour des revendications du retrait sioniste total et inconditionnel des territoires occupés en 1967 et du droit des Palestiniens à l'autodétermination, sans aucune forme de diktat. Cette orientation a été réaffirmée dans la déclaration sur l'intifada adoptée par le Secrétariat unifié de la IVe Internationale, en mars 1988 (voir *Inprecor*, numéro 263 du 11 avril 1988).

Soutien au peuple palestinien

En maintenant une autonomie politique claire et sans équivoque sur cette base, il est tout à fait possible et légitime de participer à toute activité apportant un soutien objectif aux masses palestiniennes en lutte, aussi bien avec l'OLP et ses partisans inconditionnels qu'avec même, notamment dans les pays impérialistes et dans l'Etat d'Israël, des sionistes ou des pro-sionistes opprésés à l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza. Ce faisant, il faut refuser de souscrire à toute plate-forme comportant des éléments contradictoires avec l'orientation définie ci-dessus, tels que les "droits" d'Israël, la paix avec Israël ou la Conférence internationale.

De même, il est aujourd'hui plus nuisible que jamais de souscrire à la formule consacrée : "l'OLP, seul représentant légitime du peuple palestinien". En effet, cette formule n'est pas la simple constatation d'un résultat de sondage (en l'absence de tout mécanisme démocratique direct de représentation pour le peuple palestinien dans son ensemble). Elle est clairement, dans l'esprit de ceux qui l'ont inventée et dans son interprétation commune, une carte blanche donnée à l'OLP, donc à sa direction, pour décider du sort du peuple palestinien.

3) Comme quoi, même un Jérôme Segal pouvait envisager cette proclamation bien avant que le roi jordanien ne prenne les devants, le 31 juillet.



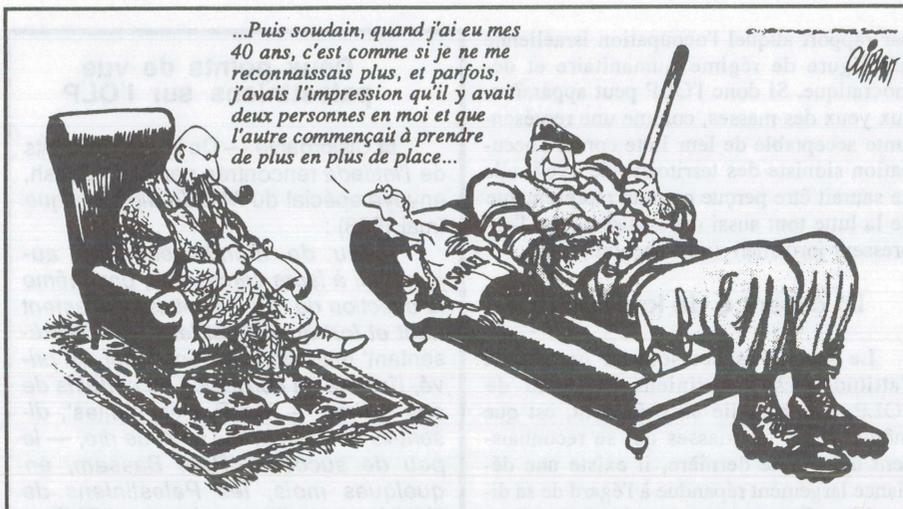
ple palestinien en son nom. Au moment où l'OLP s'engage, sans ambiguïté, sur la voie de la capitulation, on peut mesurer le caractère néfaste de ladite formule. Si, depuis décembre dernier, l'administration américaine a entamé un dialogue direct avec l'OLP, tandis qu'une fraction croissante de l'establishment sioniste — dont le ministre travailliste en exercice, Ezer Weizman, le quart des députés du même parti et son secrétaire général qui vient de démissionner pour cette raison — réclame un dialogue direct entre le gouvernement israélien et l'OLP, croit-on que c'est pour célébrer le premier anniversaire de l'intifada ou parce que la direction Arafat a franchi, entre la mi-novembre et la mi-décembre, des pas décisifs vers la soumission à leurs conditions ?

Le droit à l'autodétermination du peuple palestinien — dont il ne faut pas oublier que la majorité vit hors de la Palestine dans son ensemble, Cisjordanie et Gaza inclus — comprend aussi son droit à désigner librement et démocratiquement ses représentants, sans que personne ne s'arroge de l'extérieur le droit de décréter qui est son "seul représentant légitime". Certes, l'OLP jouit du soutien de la majorité des Palestiniens ; jusqu'à nouvel ordre, car la représentation en démocratie n'est pas un droit éternel. Les majorités populaires peuvent se tromper. Les révolutionnaires ont le droit, et le devoir, de le leur dire et de combattre leurs illusions.

Quel soutien ?

Soutenir inconditionnellement la lutte d'un peuple opprimé contre ses oppresseurs signifie soutenir cette lutte, indépendamment de la nature de sa direction (même si elle est féodale ou religieuse !). Cela ne signifie nullement soutenir inconditionnellement cette dernière, encore moins quand elle appartient aux classes possédantes. A son égard, l'attitude des révolutionnaires doit être fondée sur la distinction entre mesures à soutenir et mesures à dénoncer. Le soutien inconditionnel à la lutte du peuple indien contre l'impérialisme britannique devait être combiné avec une attitude critique vis-à-vis de Gandhi et du parti du Congrès, en dépit de leur énorme popularité et du fait qu'ils ont dirigé des luttes, telles que les campagnes de désobéissance civile, fort semblables à celles de l'intifada actuelle en Palestine. On pourrait multiplier les exemples empruntés à d'autres pays (Chine, Ethiopie, Tunisie, Iran, Philippines, etc). Mais l'histoire même de la Palestine est déjà suffisamment éloquente : jusqu'à la défaite de 1948, la seule direction suivie par la grande majorité des Palestiniens était celle du mufti de Jérusalem, Haj Amine Al-Husseini. Il a été le porte-parole de la grande intifada palestinienne de 1936-39 et le grand responsable de son avortement par la recherche d'un compromis avec la puissance mandataire britannique, au détriment des sionistes.

Dans toute confrontation entre le sionisme, ou des gouvernements impérialistes, ou la réaction arabe, d'une part, et l'OLP d'autre part, celle-ci doit être soutenue sans l'ombre d'une hésitation. Sur le terrain, il



faut rechercher l'alliance avec elle dans la lutte concrète contre l'ennemi commun. Ainsi, nos camarades du Liban ont participé au combat contre la réaction libanaise et l'armée israélienne, pendant sept ans, sous la direction militaire de l'OLP. Mais il faut savoir agir avec une telle alliée — comme le disait Trotsky à propos de la fraction de gauche du Kuomintang chinois (beaucoup plus radicale que l'OLP actuelle) — "sans se prosterner devant (elle) à chacune de ses oscillations,... en soutenant chaque pas en avant et en démasquant impitoyablement chaque hésitation ou chaque pas en arrière" ("La Révolution chinoise et les thèses de Staline", 1927).

Cette dernière tâche est celle des révolutionnaires palestiniens et de ceux des pays arabes, dont les gouvernements les plus réactionnaires sont les principaux alliés de la direction de l'OLP, et soutiennent à fond chacun de ses pas en arrière. Bien entendu, il n'en va pas de même pour l'activité publique de ceux qui agissent au sein des masses juives de l'Etat d'Israël ou dans les pays impérialistes qui le soutiennent.

Contradiction apparente

Ceci dit, il demeure une contradiction apparente entre notre analyse de la direction de l'OLP et le fait qu'elle ait joui, jusqu'à présent, d'un large soutien de masse. La contradiction ne porte pas sur sa qualification de bourgeoise — fait quantifiable et incontestable, sur lequel l'ensemble de la gauche palestinienne, y compris la fraction stalinienne de l'OLP, est unanime. Car, après tout, une direction bourgeoise peut parfaitement incarner les aspirations nationales de son peuple contre un joug étranger. La contradiction porte plutôt sur notre description de la trajectoire de l'OLP des dernières années, sinon depuis 1973, comme un cours de capitulation. Georges Habache, qui partage la même analyse, cite trois raisons, par ordre chronologique, pour expliquer cette contradiction apparente, dans une longue interview-bilan accordée à l'organe du FPLP, *Al-Hadaf*, en décembre 1987.

Il y a d'abord, disait-il, le fait que la droite palestinienne a pris l'initiative de la lutte armée en 1965, ce qui lui a conféré un grand prestige et lui a permis d'acquérir, au

départ, une position dirigeante. Il y a ensuite le fait que "la bourgeoisie palestinienne, de par sa nature de classe et ses tendances au compromis et à l'accommodement, est étroitement liée aux régimes réactionnaires et bourgeois arabes ; ce qui lui a valu un grand appui politique et matériel de la part de ces régimes, qui a contribué à son hégémonie...". Il y a enfin, toujours selon Habache, le fait que "l'ennemi national a répondu à la déviation politique qui a caractérisé les positions et la pratique de la droite palestinienne, par encore plus de fermeté et d'intransigeance ; de sorte que la droite a paru suivre des tactiques acceptables, aux yeux des masses".

Attitudes différentes

Ces trois éléments d'explication sont vrais, quoiqu'insuffisants. Le dernier, tout à fait fondamental, pourrait à terme devenir périmé. Il permet cependant de saisir deux aspects, souvent occultés, de l'attitude des masses palestiniennes vis-à-vis de l'OLP. Le premier aspect est que cette attitude varie, en degré sinon en nature, non seulement en fonction des appartenances sociales, mais aussi et beaucoup selon l'origine et la situation territoriale : Palestiniens détenteurs de la citoyenneté israélienne, restés dans le territoire conquis par les sionistes en 1948 ; Palestiniens originaires de Cisjordanie ou de Gaza, et y habitant ; réfugiés de 1948 selon leur lieu de résidence (territoires de 1967, Jordanie, Liban, Syrie...), etc. Il est naturel que la limite des tactiques perçues comme "acceptables" soit différente pour chaque catégorie. De même, l'attitude de leur oppresseur immédiat vis-à-vis de l'OLP est déterminante pour la leur.

Ainsi, les habitants des territoires de 1967, dont l'occupant a traditionnellement considéré Yasser Arafat comme le diable en personne, ont naturellement tendance à avoir beaucoup plus de sympathie pour lui que les Palestiniens, au moins aussi nombreux, réfugiés en Jordanie. Ceux-ci peuvent difficilement supporter le fait que le même Arafat ne manque pas une occasion de donner une tendre accolade à son "frère", le roi Hussein, qui n'a pas moins de sang palestinien sur les mains que les dirigeants sionistes et qui fait subir aux Palestiniens, dans son royaume, un régime d'oppression

par rapport auquel l'occupation israélienne fait figure de régime humanitaire et démocratique. Si donc l'OLP peut apparaître, aux yeux des masses, comme une représentante acceptable de leur lutte contre l'occupation sioniste des territoires de 1967, elle ne saurait être perçue comme représentante de la lutte tout aussi nécessaire contre l'opresseur jordanien (voir encadré).

La carence de la gauche

Le second aspect souvent occulté de l'attitude des Palestiniens à l'égard de l'OLP, d'ailleurs lié au précédent, est que même parmi les masses qui se reconnaissent dans cette dernière, il existe une défiance largement répandue à l'égard de sa direction. Ces masses soutiennent néanmoins l'OLP, car elles y voient le seul point disponible, et un tant soit peu crédible, où peuvent se focaliser leurs luttes contre "l'ennemi national". Dresser ce constat, c'est renvoyer à une quatrième raison, peut-être la plus importante, de l'hégémonie persistante de la droite palestinienne ; à savoir, la carence de la gauche et, en premier lieu, celle de la gauche traditionnelle de l'OLP.

Quand on sait l'analyse que fait Georges Habache, chef de la principale fraction de cette gauche, de la direction de l'OLP, on ne peut que se demander comment il peut, en même temps, proclamer son attachement à l'OLP, la qualifier lui-même de "seul représentant légitime du peuple palestinien" et refuser toute idée de construction d'un cadre de rechange pour la direction de la lutte palestinienne. La réponse qu'il donne à cette question inévitable n'est pas neuve ; elle a même plus de 60 ans ! Pour les besoins de la cause, il faut affubler la "bourgeoisie" de l'épithète "nationale".

Dans "la première des étapes de la libération nationale", dit-il dans l'interview déjà citée, s'unissent "la bourgeoisie nationale, la petite-bourgeoisie, les ouvriers et les paysans". Or, "l'OLP, outre qu'elle est un cadre qui incarne la personnalité palestinienne indépendante, est ce front qui inclut toutes ces classes... bien qu'elle soit actuellement sous la direction de la bourgeoisie".

On retrouve ici les ingrédients bien connus de la théorie stalinienne forgée autour du débat sur la Chine en 1926-27. Rien n'y manque : les étapes, le bloc des quatre classes et sa traduction organisationnelle, ici l'OLP, en Chine le Kuomintang (qui incarnait certainement encore plus la "personnalité" chinoise indépendante, à l'époque, que l'OLP n'incarne celle des Palestiniens aujourd'hui). La critique de ces conceptions, elle aussi, a plus de 60 ans ; et elle est toujours aussi pertinente et judicieuse.

"Considérer le Kuomintang non pas comme un parti bourgeois, mais comme une arène neutre dans laquelle on lutte pour avoir avec soi les masses, mettre en avant, comme un atout, les 9/10 constitués par la base de gauche pour masquer la question de savoir qui est le maître dans la maison, cela signifiait consolider la puissance et le pouvoir du 'sommet' ; c'était l'aider à transformer des masses de plus en plus nombreuses

Deux points de vue palestiniens sur l'OLP

■ Cisjordanie — De jeunes militants de l'intifada rencontrés par Alain Gresh, envoyé spécial du *Monde diplomatique* (mai 1988) :

"Peu de monde échappe aujourd'hui à leurs sarcasmes, pas même la direction de l'OLP dont ils proclament haut et fort qu'elle est leur 'seul représentant' mais dont ils dénoncent, en privé, l'incurie, la corruption de certains de ses cadres — 'l'OLP cinq étoiles', disent-ils dans un grand éclat de rire, — le peu de succès... Pour Bassam, en quelques mois, les Palestiniens de l'intérieur ont obtenu plus que l'OLP en vingt ans... Mais leur propos sur l'OLP échappent à toute ambiguïté : C'est l'OLP qui décide ; c'est elle qui doit négocier ; nous refusons de constituer une direction de rechange."

■ Jordanie — Camp de réfugiés palestiniens de Bakaa, l'un des plus grands, visité par Véronique Maurus, envoyée spéciale du *Monde* (17 février 1988) :

"Le soulèvement... est vécu comme l'expression d'une authentique et violente autodétermination palestinienne, après des décennies de manipulation par Israël, les Etats arabes, et même l'OLP, accusée clairement d'impuissance et de collusion avec les 'politiques'... Un rêve, répété en ritournelle : qu'un 'nouveau leadership' se dégage de la révolution. Qui ? On reste plus discret. 'Il y aura une révolution, ici et partout où on nous opprime', répète un homme d'âge mûr. 'Il faut refuser tous les compromis. Si elle est sponsorisée par les gouvernements arabes ou l'OLP, elle avortera...' "

en 'cheptel'... Le 'sommet' bourgeois ne tolère (ou n'a toléré) 9/10 de gauches (et de gauches de cette sorte) que dans la mesure où ils ne portent pas atteinte à l'armée, à la bureaucratie, à la presse, aux capitaux. Grâce à ces puissants moyens, la sphère bourgeoise supérieure maintient son pouvoir non seulement sur les prétendus 9/10 des membres de 'gauche' du parti, mais sur les masses populaires dans leur ensemble".

De même, considérer l'OLP non pas comme une organisation bourgeoise, mais comme une "arène neutre", un "front des quatre classes" dont la direction peut passer des mains d'une classe à l'autre (thèse des FDLP et FPLP), en avançant comme argument la composition sociale de sa base et son ascendant sur les masses populaires, cela signifie "consolider la puissance et le pouvoir du sommet" bourgeois et "l'aider à transformer des masses de plus en plus nombreuses en 'cheptel'...". Et c'est encore plus vrai dans le cas de l'OLP que dans celui du Kuomintang : en effet, les statuts adoptés en 1924 par ce dernier (et inspirés par l'envoyé du Komintern !) désignaient comme instance suprême, en principe, le

Congrès national, dont les membres sont élus par des congrès de base, et qui élit à son tour le Comité exécutif. Par contre, les Etats arabes qui ont fondé l'OLP, en 1964, ont bien pris soin de la créer à leur image, c'est-à-dire comme une institution bureaucratique fondée essentiellement sur la désignation et la cooptation, et non sur la représentation directe de la base par voie électorale.

C'est par ce mécanisme antidémocratique que le CNP s'est principalement renouvelé depuis la désignation des membres de sa première session, en 1964, sous le contrôle des Etats arabes. C'est par ce même mécanisme que le Fath a pris le contrôle de l'OLP en 1969, sur décision des tuteurs arabes de celle-ci, comme le reconnaît implicitement Abou Iyad dans son autobiographie : "Tous les pays arabes (...) accueillirent avec satisfaction la prise en charge de l'OLP par la Résistance. La principale raison en est que le Fath, qui bénéficie de la confiance de la plupart d'entre eux, s'est assuré, comme il se doit, une influence prépondérante tant au sein du CNP qu'au Comité exécutif" (*"Palestiniens sans patrie"*, éditions Fayolle, Paris, 1978, p.109).

L'hégémonie du Fath

Depuis, l'hégémonie du Fath dans l'OLP est à proprement parler inamovible, puisque le fonctionnement de l'organisation repose sur le cercle vicieux CNP-CE-CNP, les deux organismes assurant réciproquement la reproduction simple, et parfois élargie, de l'hégémonie du Fath. Ainsi, cette dernière formation n'eut pas grand mal à réunir le quorum des deux-tiers du CNP, lors de la session d'Amman en 1984, malgré le boycott par l'ensemble des autres formations politico-militaires palestiniennes, à l'exception de deux groupuscules pro-irakiens. A cette même session, en réaction aux dissensions croissantes dans le mouvement palestinien depuis 1983, la direction du Fath-OLP décida de modifier la composition du CNP. Selon une revue sponsorisée par l'OLP (4), "le nombre des représentants des associations socio-professionnelles favorables à M. Arafat a plus que doublé (passant à 26% du total), tout comme celui de la diaspora a augmenté de près du tiers (passant à 44,5% des sièges)". S'y ajoutent 10% des sièges réservés aux représentants de l'armée (ALP), directement désignés par le "commandant en chef", Yasser Arafat et 1 personne ; ainsi que 7,5% réservés aux délégués du Fath. Les autres organisations doivent se contenter de se partager 11,5% des sièges.

Une bonne illustration du caractère à la fois bourgeois et manipulateur de la composition du CNP est fournie par la comparaison entre la représentation du FPLP, principale organisation palestinienne après le Fath, et d'autres "représentations". Le rapport est de 2/5 avec celle de la diaspora palestinienne des pays pétroliers arabes

4) *Revue d'études palestiniennes*, numéro 25, automne 1987, p. 207.

(émirats du Golfe et Arabie Saoudite) ; 3/5 avec celle de la diaspora des deux Amériques ; près de 1/5 avec le groupe des "personnalités indépendantes" ne représentant qu'elles-mêmes, et souvent leur portefeuille ; et 3/2 avec le Front de libération arabe, groupuscule fantoche de l'Irak, grand allié d'Arafat. Par ailleurs, la dernière session du CNP, où 15% seulement des votants se sont prononcés contre l'acceptation de la résolution 242, est la preuve indéniable du fait que cette instance ne reflète nullement la répartition réelle des tendances de l'opinion publique palestinienne.

Une bureaucratie pléthorique

Ces moyens statutaires du maintien de l'hégémonie de la direction bourgeoise dans l'OLP, se combinent, bien sûr, avec les moyens classiques mentionnés par Trotsky, et notamment la bureaucratie et les finances. L'appareil bureaucratique de l'OLP est pléthorique : plusieurs milliers de salariés, dont la couche supérieure vit dans un luxe qui fait insulte aux conditions de vie de la grande majorité des Palestiniens ; un appareil dont certaines branches, telles que le "département politique", c'est-à-dire la diplomatie (85 bureaux de représentation dans le monde), sont de nature à faire pâlir d'envie de nombreux Etats du Tiers-monde. En outre, l'OLP subventionne, régulièrement ou occasionnellement, des dizaines de milliers de personnes qui constituent une importante clientèle sociale. Quant aux finances, le Trésor de l'OLP est, bien sûr, considérable : un immense capital en biens meubles et immeubles, et un budget de fonctionnement, principalement alimenté par les pays pétroliers arabes, se chiffrent en centaines de millions de dollars par an.

On comprend dès lors que la gauche de l'OLP, malgré les dénégations de ses dirigeants, n'a qu'un rôle de potiche, celui de l'alibi de gauche de la politique éminemment droitiste de la direction bourgeoise du Fath. Cela se traduit par le pitoyable spectacle qu'offre cette gauche depuis deux ans : quelques jours à peine après chacun des deux derniers CNP (1987 et 1988) auxquels elle a participé sous le signe de "l'unité nationale", elle s'est vue contrainte de publier des communiqués dénonçant les prises de position d'Arafat et de ses compagnons comme contraires aux décisions du CNP (en fait, à son interprétation particulière de ces décisions). C'est dire à quel point le consensus national sur lequel la gauche prétend fonder sa participation aux instances de l'OLP, est illusoire.

Comme le reconnaît Habache candidement, dans l'interview déjà citée : "Nous gagnions la bataille en théorie, sur le papier. Mais la fraction hégémonique dans la direction de l'OLP, de par sa nature bourgeoise, ne respectait pas ce qui était convenu, dans sa pratique politique ultérieure. C'est ce comportement politique qui explique, en fait, l'opposition de cette fraction de droite à la réalisation de réformes organisationnelles démocratiques dans les instances et institutions de l'OLP ; car elles limiteraient sa liberté de mouvement poli-

tique pour frapper aux portes de la capitulation, auprès des capitales arabes réactionnaires".

Faut-il déduire de tout ce qui précède que la gauche palestinienne aurait dû s'abstenir, par principe, d'adhérer à l'OLP ? Pas forcément. Mais c'est sa conception même de l'adhésion à l'OLP qui aurait dû être radicalement différente. La gauche palestinienne aurait pu se maintenir dans l'OLP, comme au cours des premières années de sa participation, à titre tactique, bannière déployée et sans ménager la direction droitiste. Elle aurait pu se servir du CNP comme tribune d'agitation politique, tout en dénonçant haut et fort son mode de composition antidémocratique et en réclamant que le corps principal des membres de l'instance soit élu par les masses palestiniennes, y compris sous la forme de délégués de comités populaires des camps de réfugiés. Elle n'aurait, en tout état de cause, jamais dû accepter de prêter sa caution au Comité exécutif de l'OLP, du moins certainement pas après 1974 — année à laquelle le FPLP, beaucoup plus radical qu'aujourd'hui, avait effectivement, à juste titre, suspendu sa participation à cette instance (il demanda sa réintégration quatre ans plus tard). D'ailleurs, même du point de vue des limites politiques propres au FPLP, celui-ci aurait dû logiquement se retirer à nouveau du CE après le dernier CNP, qui a accepté la résolution 242. En 1974, le FP l'avait fait pour beaucoup moins que ça !

L'adhésion à l'OLP

Carence, donc, de la gauche de l'OLP. Qu'en est-il alors de l'opposition dissidente ? Les principales organisations de celle-ci — le Fath - Commandement provisoire (scission du Fath en 1983), dirigé par Abou Moussa, et le FPLP - Commandement général (scission du FPLP en 1968) d'Ahmad Jibril — représentent une opposition à dominante nationaliste, alliée à

l'instrument palestinien du pouvoir syrien, la Saïka, dans le cadre du Front du salut national palestinien (FSNP). Ces organisations ont publié, après le dernier CNP, des communiqués de stigmatisation, en commun avec d'autres groupes dont le Parti communiste révolutionnaire palestinien, dissidence de gauche du PCP. Elles appellent aujourd'hui à la fondation d'une nouvelle OLP qui devrait inclure, selon Abou Moussa, le courant intégriste islamique, lui aussi opposé violemment, pour ses raisons propres, au dernier tournant de l'OLP.

Cependant, le FSNP a très peu de crédibilité aux yeux des masses palestiniennes. Il apparaît pour ce qu'il est réellement : un regroupement sous la tutelle de Damas, qui s'est totalement discrédité en assumant la responsabilité de bombarder des camps palestiniens au Liban, dans le cadre de son combat contre le Fath d'Arafat. En outre, les avances faites aujourd'hui par Abou Moussa au courant intégriste sont la marque d'une myopie politique affligeante et d'une faillite pitoyable.

Le danger intégriste

De fait, ce dernier courant profite en milieu palestinien de la même combinaison qui l'a fait considérablement croître dans d'autres pays de la région : situation explosive, faillite de la bourgeoisie traditionnelle et carence de la gauche. En milieu palestinien, comme ailleurs, la bourgeoisie a joué un rôle d'apprenti-sorcier : la direction du Fath a favorisé délibérément, dans un premier temps, la progression du courant intégriste palestinien, notamment après 1979, et jusqu'en 1987 pour certaines de ses composantes. Aujourd'hui ce courant a su mettre à profit l'intifada pour se développer, au point que les autorités sionistes elles-mêmes ont commencé à s'en inquiéter sérieusement depuis quelques mois, après avoir longtemps laissé faire, croyant ainsi mieux "diviser pour régner". Or, le courant intégriste est en très bonne posture pour a-

Un échantillon du discours intégriste palestinien

"Nous établirons notre Etat islamique combattant sur tout pouce de terrain libéré. Mais personne ne peut nous obliger à reconnaître l'entité prétendue sur le reste de notre terre sacrée, ni à reconnaître ses frontières. Nous ne demandons à personne de reconnaître les nôtres, qui resteront ouvertes jusqu'à ce que toute la terre usurpée soit purifiée... Ceux qui prévoient d'établir un Etat par des négociations de paix, rêvent et mystifient leur peuple en faisant croire que cet Etat résoudra les problèmes du peuple palestinien... Cet Etat ou ce mini-Etat aura pieds et poings liés, les yeux bandés et la volonté paralysée par les contraintes et les garanties qu'il devra assumer devant la Conférence internationale... Le peuple palestinien qui meurt aujourd'hui et qui s'est soulevé en cette révolution combattante bédouine, ne l'a pas fait pour que les bureaux de l'OLP se hissent au rang d'ambassades, ou pour établir un Etat illusoire, à la volonté et à la souveraineté paralysées..."

Chelkh Khalil Al-Kouka, prédicateur musulman expulsé de Gaza par les autorités d'occupation en avril 1988. Déclaration faite au nom du Mouvement de la résistance islamique, Hamas, au journal koweïtien *Al-Qabas*, en octobre 1988.

tirer à lui les déçus de l'OLP, de plus en plus nombreux depuis le dernier CNP. Il tient aujourd'hui un discours très radical, susceptible de convaincre d'importantes fractions des masses et de la jeunesse (voir encadré p. 25). Même Habache le confirme ; il faisait, en décembre 1987, ce qui ressemble à un aveu de sa propre faiblesse : "Je crois que le courant religieux peut s'emparer de la direction des choses, si l'OLP s'arrête de pratiquer la lutte armée et marche dans la voie de la déviation et de la capitulation".

Il va sans dire que la croissance de ce courant représente un véritable fléau pour le mouvement des masses palestiniennes. Son discours de fanatisme religieux est de nature, d'une part, à renforcer la cohésion sioniste de la société judéo-israélienne ; d'autre part, à rebuter la minorité chrétienne palestinienne dont le rôle est loin d'être négligeable. Il représente, enfin, une énorme régression pour une population qui a été, et est encore, à la pointe du combat progressiste à l'échelle de la région.

La gauche révolutionnaire

Toutefois, la gauche révolutionnaire palestinienne, bien que non regroupée dans un cadre politique unique et centralisateur, est heureusement nettement plus importante en termes relatifs que dans les autres pays arabes. Il s'agit principalement de la gauche du FPLP — dont ce n'est un secret pour personne qu'il est traversé par des débats depuis un certain temps. La branche du FPLP agissant dans les territoires de 1967 semble, à en juger par ses communiqués, beaucoup plus radicale que la direction officielle à l'extérieur. D'autre part, les Comités populaires constitués dans les camps palestiniens en Syrie et proches du Parti d'action communiste (PAC), ont regroupé plusieurs centaines de personnes, jeunes pour la plupart, avant d'être décimés par la répression à partir de 1986 et de contribuer à remplir les geôles syriennes.

Certes, ce n'est pas considérable. Mais dans la course de vitesse engagée à l'échelle de la région arabe entre la gauche révolutionnaire et l'intégrisme radical, les révolutionnaires palestiniens sont aujourd'hui mieux placés que leurs camarades des autres pays. Cela est d'autant plus important que la scène politique palestinienne est un point de mire pour tous les autres pays. ■

28 janvier 1989

EN BREF...



FRANCE

Congrès de la LCR

LA LIGUE communiste révolutionnaire (LCR), section française de la IVe Internationale, a tenu son IXe Congrès, à la Plaine Saint-Denis, près de Paris du 19 au 22 janvier 1989.

Environ 250 délégués et observateurs y ont participé et ont voté sur des documents traitant de la situation politique, de la libération des femmes, et de la construction du parti révolutionnaire. Tous sont tombés d'accord pour considérer que cette réunion a confirmé l'engagement actif des membres de la LCR dans toutes les luttes ouvrières importantes qui ont lieu en France à l'heure actuelle.

Le principal terrain de confrontation entre les diverses plates-formes proposées, concernait les relations avec les ex-comités qui avaient soutenu la candidature de Pierre Juquin lors des élections présidentielles de mai 1988. La plupart de ces comités se sont aujourd'hui transformés en une organisation politique : la Nouvelle gauche.

La ligne générale des thèses politiques présentées par la majorité du comité central (CC) sortant a été approuvée par une nette majorité de voix, 55%, mais le congrès a été beaucoup plus divisé sur les thèses concernant la construction du parti révolutionnaire.

L'un des regroupements issus de la majorité sortante a reçu la plus large minorité

de votes en sa faveur : 38,86%. Les trois autres tendances ont obtenu respectivement : 25,12%, 13,74% et 12,78% des voix. Enfin, deux autres regroupements plus petits ont reçu respectivement 5,68 et 2,08% des votes. Les 55 membres du nouveau CC ont été élus sur une base proportionnelle, selon le nombre de voix obtenues par chaque position.

Les autres grands thèmes du débat ont tourné autour des textes présentés sur le travail dans le mouvement de libération des femmes et sur la "féminisation" des directions de la LCR. Le document du Secrétariat femmes a été adopté par une majorité de 52%, et les délégués se sont aussi prononcés pour avoir un minimum de 30% de femmes au CC (36% ont, en fait, été élues), l'objectif étant d'atteindre la parité femmes-hommes lors du prochain congrès.

Malheureusement, en désaccord avec les décisions du congrès, concernant l'attitude par rapport à la Nouvelle Gauche, quelques camarades de la Tendance 3 (représentée par deux délégués) ont décidé de quitter la LCR et de rejoindre cette nouvelle organisation, qu'ils considèrent comme un cadre permettant une recombinaison politique à la gauche des partis traditionnels de la classe ouvrière.

Aujourd'hui que le congrès est terminé, les militants de la LCR restent déterminés à construire une force révolutionnaire active pour intervenir dans le mouvement ouvrier et la vie politique française. La LCR présentera des candidats indépendants dans certaines circonscriptions lors des pro-

Vient de paraître : *Marxisme et théologie de la libération*

par Michael Löwy (40 pages, 20FF)

1. Le marxisme et la religion : l'opium du peuple ?
2. Qu'est-ce que la théologie de la libération ?
3. Origines et développement de la théologie de la libération
4. L'Eglise brésilienne
5. Christianisme et sandinisme au Nicaragua
6. Le christianisme et les origines de la lutte révolutionnaire au Salvador
7. Théologie de la libération et marxisme
8. Quelques questions

avec en annexe, un texte de Frei Betto de 1986.

De nouveau disponible (2ème tirage) :

Michael Löwy, *Sur la révolution permanente*, CER n°4 (40 p., 20FF)

Tous paiements à l'ordre de P. Rousset. Virements au CCP Paris 11 541 97T. Eviter les eurochèques. Envoyer à CER, 2 rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France. L'abonnement à 5 numéros des CER : 100 FF (indiquer à partir de quel numéro).



chaines élections municipales (mars 1989), et organisera une campagne autour des élections au Parlement européen, contre l'Europe des patrons, de l'austérité, du chômage et de l'armement. ■

LIVRES

Un texte inédit de Trotsky

PHILIP POMPER a fait paraître à la Columbia University Press (New York) le contenu de Cahiers de notes de Léon Trotsky 1933-1935, découverts dans les Archives Trotsky de l'Université de Harvard (*Houghton Library*), et qui ne sont reprises ni dans l'édition française ni dans l'édition anglaise des *Oeuvres*. Il s'agit essentiellement de notes sur la dialectique de Hegel, de quelques notes sur Lénine, et de quelques notes sur l'évolutionnisme. Le tout représente une quarantaine de pages en anglais. En y ajoutant le texte original en russe, ainsi qu'une longue introduction (qui contient une analyse intéressante sur les différences entre l'interprétation de la dialectique chez Boukharine et chez Trotsky), Pomper a abouti à un livre de 175 pages. C'est en tout cas une contribution nouvelle, indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à la philosophie marxiste (*Trotsky's Notebooks 1933-1935*), Columbia University Press). ■

LES NOTRES

Roger Foirier (1910-1989)

LE CAMARADE Rogier Foirier, dit Linck et Roland, est décédé le 19 janvier 1989 à l'âge de 79 ans. Fin 1931, après avoir adhéré aux Jeunesses socialistes, il fut membre du comité fondateur des Amitiés des enfances ouvrières, les Faucons rouges. Militant trotskiste dès 1933, il participe à la fondation du Parti communiste internationaliste (PCI) en 1936 dont il devint membre du Comité central. Membre du Bureau national des Jeunesses socialistes ouvrières et paysannes, et secrétaire de la Fédération de Paris en 1939, il se consacre à la mise en place d'un dispositif clandestin.

Dès sa démobilisation, il assure avec Henri Molinier, Jacques Grinbalt et Rodolphe Prager, la direction de l'organisation clandestine du PCI, les Comités communistes internationalistes. Réélu au Comité central du PCI, après la guerre, il devient également membre de la Commission de contrôle de la IVe Internationale de 1948 à 1963.

Professeur de dessin, le camarade Foirier a également été très actif dans la solidarité internationale, notamment dans le soutien à la résistance algérienne et à la révolution vietnamienne. ■

VIETNAM

Réhabilitez Ta Tu Thau !

A L'HEURE OU LES REHABILITATIONS vont bon train en URSS il importe de se rappeler que le stalinisme a effectué ses ravages dans de nombreux pays et que des trotskystes ont aussi été assassinés en France, en Tchécoslovaquie, en Espagne, en Grèce, en Chine et au Vietnam.

Nous publions ci-après un appel international, pour la réhabilitation de Ta Thu Thau et des trotskystes vietnamiens massacrés au Vietnam en 1945.



APPEL POUR LA REHABILITATION DE TA THU THAU ET DES TROTSKYSTES VIETNAMIENS ASSASSINÉS AU VIET NAM EN 1945

Les soussignés, ayant participé activement au mouvement de solidarité avec le peuple vietnamien luttant pour son indépendance, demandent que justice soit enfin rendue aux dirigeants trotskystes vietnamiens Ta Thu Thau, Tran Van Thach, Nguyen Van So, Phan Van Hum, Phan Van Chanh, Huynh Van Phuong...

Ces hommes survivants des bagnes colonialistes français, ont eu une grande audience dans la classe ouvrière de Saïgon pendant les années 30. Ils ont joué un rôle important dans les syndicats et au Congrès Indochinois de l'époque. A diverses reprises, ils ont été élus au Conseil municipal de Saïgon.

Ils ont tous été arrêtés par le Viêt Minh et ont disparu en 1945.

A l'heure où sont réhabilités les accusés des 3 procès de Moscou, victimes de Staline, et où le dossier de Trotsky est ouvert en Union soviétique, à l'heure où à Hanoï, des voix s'élèvent pour demander de rendre leur dignité aux membres du Mouvement *Nhân Van Giai Phâm* qui furent calomniés d'une façon inqualifiable en 1956, il est grand temps de remplir les pages blanches ou plutôt de rétablir les pages arrachées de l'histoire du mouvement communiste au Vietnam : nous demandons la réédition des articles et des ouvrages des militants trotskystes disparus. Le Vietnam ne pourra progresser sans connaître son histoire, or on ne peut pas écrire l'histoire si certaines vérités demeurent cachées. ■

Premiers signataires :

Laurent SCHWARTZ (Mathématicien), Noam CHOMSKY (M.I.T. - USA), Marcel Francis KAHN (Professeur Médecine), Madeleine REBERIOUX (Professeur Université), Jean CHESNEAUX (Historien), Georges BOUDAREL (Historien), Michel LEIRIS (Ecrivain), Pierre NAVILLE (Ecrivain), Maurice NADEAU (Ecrivain), François THIERRY (Professeur Université), Pierre BROUE (Historien), J.M. KRIVINE (Chirurgien), Michel VEYRIERES (Chirurgien), Yves DECHEZELLES (Avocat), Jeanne SINGER (Directeur de recherche CNRS), Daniel SINGER (Journaliste), Georges BENREKASSA (Professeur Université), Christiane MARCHELLO-NIZIA (Professeur Université), Marguerite BONNET (Professeur Université), Annie LEBRUN (Ecrivain), Maurice RAJSFUS (Ecrivain), ILANDARIDEVA (Peintre), J.R. CHAUVIN (Journaliste), Yvonne LENOIR (Médecin), Matthieu COBIS (CNRS), Tamara DEUTSCHER (Ecrivain), Tariq ALI (Journaliste), Robin BLACKBURN (Editeur Londres), Ken COATES (Fondation Bertrand Russell), Cliff SLAUGHTER (Sociologue, Université Bradford), Gregor BENTON (Sociologue Université Amsterdam), Barbara KARSKY (Professeur Université), Jacques KERGOAT (Sociologue), Pierre ROUSSET (Ecrivain), DANG VAN Long (Directeur *Chroniques Vietnamiennes*), HOANG DON Tri (Ingénieur), NGUYEN GIAP Thoi (Journaliste), HOANG KHOA Khôi (Technicien), TRAN VAN Sâm (Employé), TRAN NU Liêm Khê (Etudiante), NGUYEN Lien (Employé), HOANG Binh (Retraité), HOANG Kim Nga (Professeur), Phan Vân (O.S. Citroën), Simon PIRANI (Journaliste, Angleterre), Adelaida MANGANI (Directeur Théâtre Argentine), Ernesto GOLDAR (Ecrivain, Argentine), Ernesto GONZALES (MAS-Argentine LIT-QI), Luis ZAMORA (MAS), Marcelo PARILLI (MAS), Silvia DIAZ (MAS), Alberto FRANCESCHI (PST Venezuela), Ricardo NAPURI (PST Pérou), Gyory KRASSO (*Hungarian October*), Balazs NAGY (Ex-responsable Cercle Petöfi de 1956 en Hongrie), Janos BOROVI (*Combat International*), Zbigniew KOWALEWSKI, Michel RAPTIS (TMRI), Ernest MANDEL (Q.I.), Livio MAITAN (Q.I.), Alain KRIVINE (LCR), Christian PICQUET (LCR), Gérard FILOCHE (LCR), Michel LEQUENNE (LCR), Pierre LAMBERT (PCI), François FORGE (PCI).

pour signer, écrire à :

Chroniques Vietnamiennes
B.P. 746 - 75532
Paris Cedex 11
(France)

Preparatory Committee
PO Box 735
London SW9 7QS
(Royaume Uni)

Toujours sans nouvelles de José Ramon

DIRIGEANT DU PRT, José Ramon Garcia, a été candidat aux élections municipales de Cuautla, en mars 1988. Depuis la proclamation officielle des résultats truqués des élections législatives et présidentielle de juillet de la même année, il est devenu, dans sa région, l'un des dirigeants les plus actifs des Comités de défense du vote qui se sont constitués pour dénoncer la fraude électorale. Secrétaire de ce front démocratique, il a dirigé plusieurs mobilisations contre la fraude et l'usurpation du pouvoir, sur le plan local et dans la ville de Mexico. Sa disparition est donc un coup porté à l'ensemble du mouvement démocratique et bafoue clairement la volonté populaire.

En pratique le gouvernement a, lui aussi, reconnu le caractère politique de cette disparition, en nommant lui-même un responsable spécialement chargé d'enquêter sur cette disparition.

Mais c'est tout autre chose qu'une grande partie des recherches menées semblent vouloir démontrer. Divers bruits sont répandus selon lesquelles José Ramon serait lié à l'organisation basque ETA, ou serait au Nicaragua, ou bien même qu'il s'agirait d'une disparition volontaire. Le PRT rejette catégoriquement ces allégations. En outre, c'est sur la base de ces absurdités que la police surveille, interroge et menace des membres du PRT lui-même, les camarades de Ramon à Cuautla, ses amis et sa famille. Mais rien n'est entrepris à l'encontre de ceux qui ont attaqué et combattu publiquement José Ramon, que ce soit au niveau de la presse locale ou du gouvernement. En réalité, les principaux suspects dans cette affaire sont des membres des corps de police eux-mêmes.

Il ne faut pas tolérer qu'on puisse présenter comme impartiale, une enquête qui n'est faite que de menaces et de pressions contre les proches de Ramon et qui transforme les victimes en agresseurs.

Une agression politique

Il faut réaffirmer qu'il s'agit là d'une agression de type politique, et qu'il revient au gouvernement de prendre la décision politique qui pourrait amener la réparation du préjudice occasionné : à savoir, faire libérer immédiatement José Ramon. Il ne s'agit en aucun cas d'une affaire de droit commun, comme voudrait le faire croire la police. Il faut se rappeler qu'il y a quelques mois, peu de temps avant les élections du 6 juillet, une autre agression contre le PRT, dont les circonstances ne furent jamais vraiment éclaircies, a eu lieu à Cuernavaca. A ce moment-là, c'est la maison de la représentante du PRT à la Commission électorale d'Etat qui a été attaquée et violée par

CELA FAIT MAINTENANT un mois et trois semaines que notre camarade du Parti Révolutionnaire des Travailleurs (PRT) mexicain, le militant José Ramon Garcia a disparu en sortant de chez lui, à Cuautla, dans l'Etat de Morelos (voir *Inprecor* numéro 279 du 9 janvier 1989).

Depuis lors, les autorités de l'Etat, pas plus que les responsables fédéraux, n'ont pu offrir d'explication satisfaisante.



JOSE RAMON GARCIA

JOSE RAMON a commencé à militer à Paris en 1973 en rejoignant l'Organisation communiste internationaliste (OCI - aujourd'hui Parti communiste internationaliste, PCI, ndlr), section française de la IVe Internationale-Comité pour la reconstruction (CORQI). Etudiant en Sciences politiques à la Sorbonne, il a fondé la Fédération des étudiants latino-américains. Il garda cette activité jusqu'en 1976, date à laquelle, avec sa compagne Ana Santander, il partit pour l'Etat espagnol.

Là il s'affilia à l'Union générale des travailleurs (UGT) où il occupa des responsabilités dans les tâches de presse et de propagande. Il militait en même temps dans les rangs du Parti ouvrier socialiste internationaliste (Section du CORQI dans l'Etat espagnol) dont il intégra la direction au niveau du pays basque.

Il revint au Mexique en 1981. C'est en 1987 qu'il rejoint le PRT et se consacre à des tâches d'organisation et à l'effort politique de construction du parti, à Cuautla. ■

un groupe armé. Le local du PRT de Cuernavaca vient, une fois encore, d'être investi et le matériel de la campagne pour José Ramon a été détruit.

Le cas de José Ramon vient démentir les déclarations du gouvernement, qui se prétend favorable à un dialogue politique avec l'opposition et à une "réconciliation nationale". La disparition de José Ramon est, précisément, un attentat contre un courant d'opposition au régime, qui s'est caractérisé par son refus conséquent d'accorder une légitimité au nouveau gouvernement. C'est donc aussi une atteinte à la liberté d'association et de regroupement qui vient contredire les déclarations officielles sur la nécessité d'une nouvelle réforme politique. Bien que le nouveau Président, Salinas de Gortari, reconnaisse lui-même l'existence d'un mécontentement général à l'encontre du Code électoral fédéral, et donc une suspicion sur les résultats électoraux du 6 juillet, c'est bien quelqu'un qui remettait activement en question ces résultats, dans l'Etat de Morelos, qui a été victime de cette procédure illégale d'enlèvement.

Crime contre l'Humanité

Selon les Nations-Unies, les enlèvements sont un crime contre l'humanité. Pour le PRT, la réapparition immédiate de José Ramon Garcia, et avec lui, de tous ceux qu'on a fait disparaître pour des motifs politiques, est une condition préalable élémentaire avant de pouvoir parler de nouveau climat politique dans le pays.

Les mobilisations doivent continuer pour exiger le retour de José Ramon. Déjà en Amérique latine, en Europe, aux Etats-Unis et au Canada, depuis le mois de décembre, de nombreuses organisations des droits de l'Homme, des organisations politiques, sociales et syndicales, de même que des représentants de l'opinion publique démocratique ont exigé du gouvernement mexicain la réapparition, en vie, de notre camarade. ■

28 janvier 1989

Des télégrammes doivent être immédiatement et massivement envoyés à :

- Carlos Salinas de Gortari,
Présidente Constitucional
Estados Unidos Mexicanos, Palacio
Nacional Mexico D.F., MEXIQUE.

- Fernando Gutierrez Barrios,
Secretario de Gobernacion,
Bucareli 99 Mexico, D.F., MEXIQUE.

- Antonio Riva Palacio Lopez
Gobernador Constitucional Estado
de Morelos, Palacio de Gobierno;
Cuernavaca, Morelos, MEXIQUE.